



KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France



23, rue Bernard Palissy
35000 Rennes

Ubisoft Entertainment S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2013
Ubisoft Entertainment S.A.
107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2
Ce rapport contient 60 pages
Référence : FN-132-49



KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France



23, rue Bernard Palissy
35000 Rennes

Ubisoft Entertainment S.A.

Siège social : 107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2
Capital social : € 7 444 215,30

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Ubisoft Entertainment S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de méthode de consolidation, d'évaluation et de présentation » de la note annexe 1.6.5.1 aux états financiers consolidés qui expose un changement de méthode comptable lié à l'application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ».

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Logiciels de développements internes et développements extérieurs

Les notes « Autres immobilisations incorporelles » et « Tests de dépréciation des actifs immobilisés – Actifs immobilisés à durée de vie finie » du paragraphe « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe exposent les principes comptables relatifs à la comptabilisation et à la dépréciation des logiciels de développements internes et des développements extérieurs.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Goodwill et autres actifs à durée de vie indéfinie

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwills et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres actifs incorporels, selon les modalités décrites dans la note annexe aux états financiers consolidés « Tests de dépréciation des actifs immobilisés ». Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note évoquée ci-dessus donne une information appropriée.

Passif éventuel

Le paragraphe « Passifs éventuels » de la note annexe 12 – « Provisions » aux états financiers consolidés expose le contexte d'un litige fiscal opposant l'une des filiales de la société à l'administration fiscale canadienne.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives suivies par votre groupe, nous avons examiné la position de la société et les consultations des avocats et conseillers fiscaux et nous nous sommes assurés que la note annexe 12 – « Provisions » aux états financiers consolidés fournit une information appropriée.

Changement de méthode comptable concernant la comptabilisation des écarts actuariels déterminés dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies

Dans le cadre de la révision de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » applicable par anticipation pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012, le groupe a comptabilisé en capitaux propres l'intégralité des gains et pertes actuariels déterminés dans le cadre de l'évaluation des régimes de retraite à prestations définies, ceux-ci étant précédemment comptabilisés en résultat.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné la correcte application par anticipation de ce changement de méthode comptable et l'information donnée à ce titre dans le paragraphe « Changement de méthode de consolidation, d'évaluation et de présentation » de la note annexe 1.6.5.1 aux états financiers consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 30 mai 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Franck Noël
Associé

Rennes, le 30 mai 2013

MB Audit



Roland Travers
Associé



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice clos le 31 mars 2013

UBISOFT ENTERTAINMENT

Société Anonyme au capital de 7 444 215,30 euros

Siège social : 107, avenue Henri Fréville

35207 Rennes

335 186 094 RCS RENNES

Exercice social du 1er avril au 31 mars

En application de l'article 28 du règlement de la Commission Européenne (CE) n° 809/2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés et sociaux et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents pour l'exercice clos le 31 mars 2011, sont présentés dans le document de référence enregistré le 28/06/2011 sous le n° D.11-0637 aux pages 67 à 145 ainsi que l'actualisation de ce document de référence enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2012 sous le n° D.11-0637-A01 aux pages 29 à 51 ;
- les comptes consolidés et sociaux et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents pour l'exercice clos le 31 mars 2012, sont présentés dans le document de référence enregistré le 02/07/2012 sous le n° D.12-0675 aux pages 77 à 163 ;

COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2013

1.1. BILAN

ACTIF	Notes	Net 31/03/13	Net 31/03/12
En milliers d'euros			
Goodwills	1	145.919	147.773
Autres immobilisations incorporelles	2	547.215	520.452
Immobilisations corporelles	3	46.489	39.177
Participations dans les entreprises associées	4	416	404
Actifs financiers non courants	5	3.844	3.342
Actifs d'impôt différé	25	92.919	92.325
Actifs non courants		836.802	803.473
Stocks et en-cours	6	17.732	20.013
Clients et comptes rattachés	7	36.619	-13.143
Autres créances	8	105.744	83.592
Actifs financiers courants	9	6.850	15.287
Actifs d'impôt exigible	25	15.987	13.691
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	237.704	175.703
Actifs courants		420.636	295.143
Total actif		1.257.438	1.098.616

PASSIF	Notes	31/03/13	31/03/12
En milliers d'euros			
Capital social		7.441	7.369
Primes		275.815	265.358
Réserves consolidées		490.140	452.659
Résultat consolidé		64.831	37.321
Total capitaux propres	11	838.227	762.707
Provisions	12	5.670	3.918
Engagements envers le personnel	13	2.997	1.568
Passifs financiers non courants	15	24.457	1.479
Passifs d'impôt différé	25	49.181	37.396
Passifs non courants		82.305	44.361
Passifs financiers courants	15	108.759	91.072
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17	75.963	80.800
Autres dettes	18	148.337	116.531
Dettes d'impôt exigible	25	3.847	3.145
Passifs courants		336.906	291.548
Total passif		1.257.438	1.098.616

1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	31/03/13	%	31/03/12	%
Chiffre d'affaires	19	1.256.164	100%	1.061.296	100%
Coût des ventes		-342.655		-343.162	
Marge brute		913.509	73%	718.134	68%
Frais de Recherche et Développement	20	-435.011		-355.007	
Frais de Marketing	20	-304.941		-241.027	
Frais Administratifs et Informatiques	20	-81.360		-76.477	
Résultat opérationnel courant		92.197	7%	45.623	4%
Résultat opérationnel courant avant rémunérations payées en actions					
	100.295			56.033	
Rémunérations payées en actions		-8.098		-10.410	
Résultat opérationnel courant		92.197		45.623	
Autres produits et charges opérationnels non courants	22	-4.293		-	
Résultat opérationnel		87.904	7%	45.623	4%
<i>Intérêts sur opérations de financement</i>		-5.032		-4.347	
<i>Produits de trésorerie</i>		403		1.820	
Coût de l'endettement financier net		-4.629		-2.527	
Résultat de change		709		-3.404	
Autres charges financières		-219		-308	
Autres produits financiers		8.138		8.705	
Résultat financier	23	3.999	0.3%	2.466	0.2%
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	24	12		10	
Impôt sur les résultats	25	-27.083	-2%	-10.778	-1%
Résultat de la période *		64.831	5%	37.321	4%
Résultat par action - Activités poursuivies	26				
Résultat de base par action (en €)		0,68		0,4	
Résultat dilué par action (en €)		0,67		0,39	

* Le résultat de la période est attribuable en totalité aux porteurs de capitaux propres.

1.3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	31/03/13	31/03/12
Résultat net de la période	64.831	37.321
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	7.913	13.891
Variation des actifs financiers à la juste valeur	-6.029	-9.266
Part efficace de la variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-731	731
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	-913	
Impôt sur les autres éléments du résultat global	-530	-1.860
Autres résultats non soumis à l'impôt	65	74
Autres éléments du résultat global	-225	3.571
Résultat global au titre de la période *	64.606	40.892

* Le résultat de la période est attribuable en totalité aux actionnaires de la société mère.

1.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Capitaux propres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de couverture	Réserve de juste valeur	Actions propres	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Situation initiale	7 369	527 669	250 039	-	18 867	250	-37 461	52 120	743 905
Résultat net									
Autres éléments du résultat global			65	488	-10 873		13 891	37 321	37 321
Résultat global			65	488	-10 873		13 891	37 321	40 892
Affectation du résultat consolidé N-1		-271 640	219 520					52 120	-
Reclassement impôts différés			-2 982		2 982				-
Variation de capital de l'entreprise consolidante	28	439	-1 392						-925
Options sur actions ordinaires émises		9 090							9 090
Ventes et achats d'actions propres						-345			-345
Situation finale	7 369	265 368	465 259	488	10 975	535	-22 160	37 321	762 707
Résultat net									
Autres éléments du résultat global			-488	-488	-7 162		7 913	64 831	64 831
Résultat global			-488	-488	-7 162		7 913	64 831	-225
Affectation du résultat consolidé N-1			37 321					-37 321	64 606
Variation de capital de l'entreprise consolidante	72	5 521	-24						-
Options sur actions ordinaires émises		4 927							5 569
Ventes et achats d'actions propres						418			4 927
Situation finale	7 441	275 806	502 059	-	3 813	177	-15 847	64 831	845 272

(1) cf. détail en note 11

1.5. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En millions d'euros	Notes	31/03/13	31/03/12
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		64.831	37.321
Quote-part du résultat des entreprises associées		-12	-10
Dotations nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles *	1/2/3	370.254	290.126
Provisions nettes	5/6/7/12/13	-1.146	-7.295
Coût des paiements fondés sur des actions	14	8.098	10.410
Plus ou moins values de cession		-7.093	-8.412
Autres produits et charges calculés		-1.645	731
Charge d'impôt	24	27.083	10.778
Capacité d'autofinancement		460.370	333.649
Stocks	6	4.862	25.392
Clients	7	-51.811	64.914
Autres actifs (hors IDA)	8/9	-24.625	-33.303
Fournisseurs	17	-2.890	-16.663
Autres passifs (hors IDP)	15/18	25.853	-8.304
Variation de BFR lié à l'activité		-48.611	32.036
Charge d'impôt exigible		-8.935	-7.667
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES **		-492.724	-468.115
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements liés aux développements internes et externes ***	2/3	-374.404	-349.859
Décaissements liés aux autres immobilisations incorporelles et corporelles	2/3	-25.215	-26.204
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2/3	207	748
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	5	-5.104	-6.298
Encaissements sur cessions Gameloft		10.730	13.701
Autres flux liés aux opérations d'investissement		-1	1.130
Remboursement des prêts et autres actifs financiers	5	4.762	6.454
Variation de périmètre ****		-4.604	-17.973
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		-390.320	-371.819
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement			
Nouveaux emprunts de location-financement	15	13	47
Nouveaux emprunts	15	23.327	-
Intérêts courus	15	245	-
Remboursement des emprunts de location-financement	15	-127	-201
Remboursement des emprunts	15	-234	-21.791
Cession de créance de carry back		-	-
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		5.593	446
Reventes / Achats d'actions propres		386	-1.717
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		29.203	-23.215
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		38.398	-48.498
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	10	86.325	122.035
Effet de change		4.782	7.788
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice ****		129.505	86.325
* hors dotations liées à la rémunération payée en actions			
		6.785	6.601
** dont intérêts payés			
		-5.111	-4.348
*** dont variation liée aux engagements garantis non versés			
		1.253	16.001
*** hors capitalisation liée à la rémunération payée en actions			
		3.614	5.281
**** dont trésorerie des sociétés acquises et cédées			
		125	7.211

1.6. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf expressément mentionné.

1.6.1. ENTITE PRESENTANT LES COMPTES CONSOLIDES

La société Ubisoft Entertainment est domiciliée en France.

Les états financiers consolidés d'Ubisoft Entertainment pour l'exercice clos le 31 mars 2013 comprennent Ubisoft Entertainment et les entités qu'elle contrôle (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration qui en a autorisé la publication en date du 14 mai 2013. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée Générale du 27 juin 2013.

1.6.2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Avril 2012 – Renouvellement du CIJV par la Commission Européenne

Le crédit d'impôt jeu vidéo ayant été renouvelé par la Commission Européenne, le montant correspondant à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2012 de 0.4M€ a été comptabilisé sur cet exercice.

Juillet 2012 – Souscription d'un nouveau crédit syndiqué

Un nouveau crédit syndiqué a été signé le 9 juillet 2012, pour un montant de 214.5M€ sur 5 ans. Il remplace le montant de 180M€ du contrat précédent, signé en mai 2008 pour 5 ans ainsi que les 2 lignes bilatérales qui couraient jusqu'en mai 2013 pour un montant de 70M€. Ce crédit syndiqué est soumis aux covenants suivants :

	Limite
Dette nette retraitée des créances cédées / fonds propres retraités des écarts d'acquisition <	0,80
Dette nette retraitée des créances cédées / Ebitda <	1,5

Septembre 2012 – Souscription de nouvelles lignes de crédit

Ubisoft Entertainment SA a souscrit 2 nouvelles lignes de crédit auprès d'Arkéa et de Saabank pour une durée d'1 an et d'un montant de 10M€ chacune. Ces lignes suivent les mêmes covenants que le crédit syndiqué.

Ubisoft Entertainment SA a également souscrit un prêt de développement participatif auprès d'Oséo pour une durée de 7 ans d'un montant de 3M€.

Septembre 2012 – Cession de 14.1M€ de créances dans le cadre de la convention d'affacturage

La convention d'affacturage relative au Crédit Titres Multimédia canadien, conclue entre la BNC et Ubisoft Divertissements Inc. a permis la cession d'une créance de 14.1M€ sur le premier semestre.

Novembre 2012 – Signature d'un contrat d'affacturage avec CA-CIB

Ubisoft Inc. a signé le 16 novembre 2012 un contrat d'affacturage avec CA-CIB. Le contrat consiste au financement par CA-CIB de créances éligibles sur un débiteur spécifié de la société pour un montant de financement maximum de 50 M\$ (dollars US).

Décembre 2012 – Mise en place d'un emprunt obligataire de 20M€

Conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, le Conseil d'administration réuni le 14 décembre 2012 a autorisé l'émission d'obligations à concurrence d'un montant nominal total de 20M€. Chacune d'une valeur nominale unitaire de 100.000 euro, ces obligations ont été admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris le 19 décembre 2012. Cet emprunt obligataire d'une durée de vie de 6 ans est assorti d'un coupon de 3.99%.

Décembre 2012 : Signature d'une convention de soutien de l'état à des actions de R&D

Ubisoft Montpellier SAS et Ubisoft Paris SAS ont signé le 1er décembre 2012 une convention de soutien de l'état à des actions de R&D. Le montant total de l'aide correspond à 25% des dépenses engagées par les 2 filiales entre le 1er décembre 2012 et le 30 septembre 2014, sous réserve de l'atteinte par Ubisoft d'un certain nombre d'obligations. Le montant maximal de l'aide apportée est de 3.5M€.

Janvier 2013 : Ubisoft acquiert le studio THQ Montreal (prix d'acquisition détaillé dans la note 1.6.3) et les droits du jeu South Park Stick of Truth, en développement externe (prix d'acquisition de 2.5M€).

Mars 2013– Cession de 11.2M€ de créances dans le cadre de la convention d'affacturage

La convention d'affacturage relative au Crédit Titres Multimédia canadien, conclue entre la BNC et Ubisoft Divertissements Inc. a permis la cession d'une créance de 11.2M€ sur le second semestre.

Avril 2012 à Mars 2013 - Cession de titres Gameloft

Cession de 2.142.165 titres Gameloft à un cours moyen de 5.01€.

1.6.3. EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Janvier 2013 : Acquisition de 100% du capital du studio canadien THQ Montréal

Ubisoft a acquis le 23 janvier 2013, 100% du capital du studio THQ Montréal, créateur de jeux AAA. Les actifs et passifs nets acquis correspondent au prix d'acquisition de la société THQ Montréal, en conséquence aucun goodwill n'a été constaté.

En milliers de dollars canadiens	31/03/13
Actifs et passifs nets acquis	2.500
Juste valeur de la contrepartie transférée	2.500
Trésorerie acquise	229

L'évaluation du Goodwill est provisoire au 31 mars 2013.

Mars 2013 : Fusion de Ubisoft Workshop Inc. avec Ubisoft Divertissements Inc. et de Ubisoft Canada Inc. avec Ubisoft Divertissements Inc.

Ces opérations sont sans impact sur les comptes consolidés.

Ouverture de filiales :

- Juin 2012 : création de la filiale Ubisoft Motion Pictures Far Cry en France.
- Septembre 2012 : création des filiales Script Movie et Ubisoft Motion Pictures Ghost Recon en France
- Janvier 2013 : création de la filiale Ubisoft LLC aux Etats-Unis et création de la filiale 9275-8309 Quebec Inc. au Canada

Sortie de périmètre :

- Mars 2013 : cession de la filiale Ubisoft Sweden AB en vue de sa liquidation. Cette opération est sans incidence sur les comptes du Groupe

1.6.4. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés arrêtés au 31 mars 2013 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (« International Financial Reporting Standards ») applicables au 31 mars 2013 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Seules les normes approuvées et publiées au journal officiel par la Commission européenne antérieurement au 31 mars 2013 et d'application obligatoire au 1er avril 2012 ont été appliquées par le Groupe pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013. La norme IAS 19 révisée dont

l'entrée en vigueur n'est obligatoire que postérieurement au 31 mars 2013 a fait l'objet d'une application anticipée pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières présentées n'auraient pas été substantiellement différentes s'il avait appliqué les IFRS telles que publiées par l'IASB.

Le Groupe a appliqué pour la 1^{ère} fois au 1^{er} avril 2012 :

- La norme IFRS 7 amendée – Information à fournir en matière de transferts d'actifs financiers. Le Groupe a fourni une description détaillée des risques liés aux actifs financiers transférés dans lequel il conserve une implication continue .
- La norme IAS 19 révisée – avantages aux personnel. Les modifications de cette norme ont pour objet la suppression de la méthode du corridor, la comptabilisation immédiate du coût des services passés en résultat et la comptabilisation obligatoire en autres éléments du résultat global des écarts actuariels.

Options de transition retenues pour la préparation de l'information financière lors de la transition aux IFRS

Conformément aux dispositions prévues par IFRS 1, le Groupe avait choisi de retenir, pour l'établissement du bilan d'ouverture 2004 et la préparation des premiers comptes IFRS, les exemptions au principe général d'application rétrospective des IFRS suivantes :

Normes		Option retenue
IFRS 2	Palements fondés sur des actions	Le Groupe a opté pour l'application de la norme IFRS 2 aux seuls instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits n'étaient pas encore acquis au 31 décembre 2004. De même, les passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui ont été réglées avant le 31 décembre 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitement.
IFRS 3	Regroupements d'entreprises	Le Groupe n'a pas retraité de manière rétrospective les regroupements d'entreprises intervenus avant le 1 ^{er} janvier 2004.
IAS 19	Engagements de retraite et avantages assimilés	Le cumul des écarts actuariels liés au corridor existant à la date de transition et non constatés a été intégralement comptabilisé au passif du bilan en contrepartie des capitaux propres.
IAS 21	Ecarts de change liés à une activité à l'étranger	Les écarts de conversion cumulés au 1 ^{er} janvier 2004 relatifs à la conversion des états financiers des activités à l'étranger ont été reclassés en réserves consolidées dans le bilan de transition.
IAS 39	Instruments financiers	La classification de certains instruments financiers en actifs financiers disponibles à la vente ou à la juste valeur par le compte de résultat a été effectuée à la date d'application d'IAS 39 et non à partir de la date de comptabilisation initiale.

Normes publiées mais non encore entrées en vigueur de manière obligatoire

Ubisoft n'a pas opté pour une application anticipée des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations publiés au 31 mars 2013 (adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne) et présentée ci-après :

Normes		Conséquences pour le Groupe
IAS 1 amendée	Présentation des OCI (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} juillet 2012)	Les modifications ont pour objet de séparer les autres éléments du résultat global en 2 sous-catégories selon qu'ils soient reclassables ou non en résultat.
Améliorations annuelles 2009-2011	Améliorations des normes internationales d'information financière	Les « améliorations annuelles » de l'IASB ont amendé un certain nombre de normes existantes. Elles sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013. Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de la 1 ^{ère} application de ces amendements
IAS 12 amendée	Impôts différés –recouvrement des actifs sous-jacents (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Cet amendement introduit une présomption selon laquelle l'actif est recouvré entièrement par la vente, à moins que l'entité puisse apporter la preuve que le recouvrement se produira d'une autre façon.

IAS 27 révisée	Etats financiers individuels (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Les modifications ont pour objet d'établir les dispositions relatives à la comptabilisation et aux informations à fournir pour les investissements dans les filiales, les coentreprises, les entreprises associées lorsqu'une entité prépare des états financiers individuels et non plus consolidés.
IAS 28 révisée	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Les modifications portent sur la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
IAS 32 amendée	Instruments financiers : Présentation - Compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Cet amendement apporte des clarifications notamment sur la possession « d'un droit exécutoire de compensation des montants comptabilisés ».
IFRS 1 amendée	Prêts gouvernementaux	Les modifications portent sur la comptabilisation des prêts gouvernementaux portant un taux d'intérêt inférieur à celui du marché lors de la 1 ^{ère} application des IFRS.
IFRS 1 amendée	Hyperinflation sévère et suppression de dates fixes (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	La modification introduite prescrit les dispositions qu'une entité doit respecter pour reprendre une présentation de ses états financiers en conformité avec les IFRS après une période durant laquelle cette entité n'a pas été en mesure de respecter ces normes, parce que sa monnaie de fonctionnement faisait l'objet d'une hyperinflation grave
IFRS 7 amendée	Information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2014)	Cet amendement exige notamment des informations additionnelles sur l'ensemble des instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés dans le respect du paragraphe 42 d'IAS 32.
IFRS 10	Consolidation (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2014)	Cette norme présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant la base pour la consolidation de toutes sortes d'entités.
IFRS 11	Partenariats (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2014)	L'objectif de cette norme est d'établir des principes d'informations financières pour les entités qui détiennent des intérêts dans des opérations contrôlées conjointement. Ce texte sera sans effet sur les comptes consolidés du Groupe
IFRS 12	Informations à fournir sur l'implication avec d'autres entités (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2014)	La présente norme oblige une entité à fournir des informations sur la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et les risques qui leurs sont associés ainsi que les incidences de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.
IFRS 13	Évaluation à la juste valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Cette norme établit un cadre uniforme pour la détermination de la juste valeur et fournit des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs, tant financiers que non financiers. Elle s'applique quand une autre norme IFRS prévoit ou autorise l'évaluation à la juste valeur ou la fourniture d'informations sur des évaluations à la juste valeur.
Amendements : dispositions transitoires IFRS 10, 11 et 12	Amendements : dispositions transitoires IFRS 10, 11 et 12.	Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la Norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente.
Entités d'investissement : amendements IFRS 10, 12 et IAS 27	Entités d'investissement : amendements IFRS 10, 12 et IAS 27.	Ces amendements s'appliquent à une catégorie particulière d'entreprises, qualifiées d'entités d'investissement, qui seront désormais exemptées des dispositions comptables de la norme portant sur les états financiers consolidés, IFRS 10. Ce texte sera sans effet sur les comptes consolidés du Groupe
IFRIC 20	Frais de découverte (applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	Ce texte clarifie les exigences relatives à la comptabilisation des frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert. Ce texte sera sans effet sur les comptes consolidés du Groupe

1.6.5. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.6.5.1. COMPARABILITE DES COMPTES

Changement de méthode de consolidation, d'évaluation et de présentation

Application par anticipation de la norme IAS 19 révisée :

Le Groupe a opté pour l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 31 mars 2013. Le seul changement en résultant est la comptabilisation en autres éléments du résultat global des gains et pertes actuariels déterminés dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à cotisations définies qui, précédemment, étaient intégralement comptabilisés en résultat (absence d'écarts actuariels non inscrits au bilan du fait de l'application de mécanisme d'étalement ou de modification de régime). Compte tenu de l'incidence marginale sur le résultat et les autres éléments du résultat global de l'exercice clos le 31 mars 2012, l'information financière comparative n'a pas été retraitée.

Changement d'estimation

Néant.

Autres Eléments affectant la comparabilité des comptes

Les regroupements d'entreprises de l'année 2011-2012 (Owlions SAS et Redlynx Oy) ainsi que le regroupement d'entreprise de l'exercice 2012-2013 (THQ Montréal) n'ont pas d'incidence significative sur la comparabilité des comptes du Groupe. En conséquence, aucune information financière pro-forma n'est requise.

1.6.5.2. BASES DE PREPARATION

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs financiers classés comme disponibles à la vente.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite, de la part de la direction du Groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure, sont exposés dans les notes suivantes :

Estimation		Principales sources d'estimation
§ 1.6.3	Principales acquisitions, cessions et variations de périmètre	Le cas échéant, présentation des principales méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises.
§ 1.6.5.3	Pertes de valeur	Principales hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs.
Note 13	Avantages du personnel	Taux d'actualisation, d'inflation, de rendement des actifs du régime, taux de progression des salaires.
Note 14	Païement en actions	Modèle, hypothèses sous-jacentes à la détermination des justes valeurs.
Note 12	Provisions	Hypothèses sous-jacentes à l'appréciation et à l'estimation des risques.
Note 19	Chiffre d'affaires	Les hypothèses retenues pour les provisions et retours sur chiffres d'affaires sont basées sur les stocks prévus sur 3 à 6 mois après la clôture.
Note 24	Impôt sur les sociétés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs et les modalités d'application de la législation fiscale.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées :

- de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés,
- uniformément par les entités du Groupe.

1.6.5.3. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par Ubisoft Entertainment SA. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le Groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées si nécessaire pour les aligner sur celles adoptées par le Groupe.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles Ubisoft Entertainment SA exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Ubisoft consolide les entités ad hoc dans lesquelles la société ne détient aucune participation directe ou indirecte mais qu'elle contrôle en substance parce qu'elle a le droit d'obtenir la majorité des avantages ou qu'elle conserve la majorité des risques résiduels inhérents à l'entité ad hoc ou à ses actifs.

Au 31 mars 2013, les sociétés du Groupe contrôlées sont consolidées par intégration globale ; seule la société Related Designs Software GmbH, dont le pourcentage de détention est de 30%, est consolidée par mise en équivalence.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les gains découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité.

Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères (hors dérivés) sont convertis en euro au cours de change de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs non monétaires, libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux modalités décrites dans la note sur les instruments financiers.

Conversion en euro des états financiers des filiales étrangères

Les filiales étrangères du groupe Ubisoft ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les actifs et passifs des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les produits et les charges de ces sociétés ainsi que leurs flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de l'exercice. Les écarts qui découlent de la conversion sont comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés, dans une composante séparée.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des éléments de l'entité étrangère et sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Ils sont convertis au taux de clôture applicable à la fin de la période.

Lors de la cession d'une filiale étrangère, les réserves de conversion s'y rapportant, comptabilisées en autres éléments du résultat global, sont reconnues en résultat.

Le Groupe n'opère pas dans des pays considérés comme hyper inflationnistes.

Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe.

Acquisitions survenues depuis le 1er janvier 2010

Pour les acquisitions survenues depuis le 1er janvier 2010, le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Toute contrepartie éventuelle à payer est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. La contrepartie éventuelle qui a été classée en capitaux propres n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Par contre, pour une contrepartie éventuelle classée en dettes, les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat.

Lorsque des droits à paiement fondé sur des actions (droits de remplacement) doivent être donnés en échange de droits détenus par les salariés de l'entreprise acquise (droits octroyés par l'entreprise acquise) et sont attribuables à des services passés, alors tout ou partie du montant des droits de remplacement de l'acquéreur est comprise dans l'évaluation de la contrepartie transférée du regroupement d'entreprises. Pour évaluer ce montant, le Groupe compare les valeurs basées sur le marché, en date d'acquisition, des droits de remplacement et des droits octroyés par l'entreprise acquise et détermine la proportion de services rendus à la date du regroupement par rapport aux services futurs restant à rendre.

Acquisitions réalisées entre le 1er janvier 2004 et le 1er janvier 2010

Pour les acquisitions réalisées entre le 1er janvier 2004 et le 1er janvier 2010, le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la quote-part du Groupe dans les montants comptabilisés (généralement à la juste valeur) au titre des actifs, passifs et passifs éventuels.

Quand la différence était négative, un gain au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses a été comptabilisé immédiatement en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supportait du fait d'un regroupement d'entreprises, ont été pris en compte dans le coût d'acquisition.

En cas de cession d'une entité, les goodwills attribuables à celle-ci entrent dans la détermination de la perte ou du gain issu de cette vente.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an. Les modalités de tests de perte de valeur sont détaillées dans la note « Test de dépréciation des actifs immobilisés ».

Les marques

Les marques acquises sont comptabilisées à leur juste valeur par application de la norme IFRS 3 révisée relative aux regroupements d'entreprises ou de la norme IAS 38 relative aux acquisitions d'éléments incorporels.

Compte tenu de la politique de développement des marques du Groupe, la plupart des marques exploitées par le Groupe ont une durée de vie indéfinie, auquel cas elles ne sont pas amorties mais font l'objet de tests de perte de valeur dont les modalités sont détaillées dans la note « Test de dépréciation des actifs immobilisés ». Néanmoins, les perspectives d'utilisation d'une marque peuvent dans certains cas ne pas être suffisamment précises à moyen et / ou long-terme. Le cas échéant la marque concernée est amortie sur la durée d'utilisation attendue par le management.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent :

- les logiciels de bureautique,
- les coûts de développement relatifs aux systèmes d'information,
- les logiciels de développements internes,
- les moteurs,
- les développements extérieurs.

Comptabilisation et évaluation ultérieure

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (dépréciation). Conformément à la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

Les frais de développement correspondent au développement des logiciels commerciaux (jeux vidéo) et sont activés tel que décrit ci-dessous.

Les coûts de développement des logiciels commerciaux, qu'ils soient produits en interne ou externalisés, sont comptabilisés au poste « logiciels internes et développements extérieurs en cours de production » au fur et à mesure de l'avancement du développement. A dater de leur première commercialisation, ils sont transférés dans les comptes « logiciels internes en cours de commercialisation » ou « développements extérieurs en cours de commercialisation ».

Les engagements conclus dans le cadre des contrats de licences, sont comptabilisés pour leur montant engagé au contrat y compris pour la partie non encore versée.

Amortissement

Nature de l'actif	Méthode d'amortissement
Les logiciels de bureautique	linéaire 1 an ou 3 ans
Les coûts de développement relatifs aux systèmes d'information	linéaire 3 ans ou 5 ans
Les logiciels de développements internes	2 ou 3 ans à partir de leur date de lancement commercial
Les moteurs	linéaire sur la durée d'utilité entre 3 et 5 ans
Les développements extérieurs	en fonction des quantités vendues et des taux de royalties indiqués aux contrats ou sur la durée du contrat

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 38, le Groupe est amené à réviser de manière périodique ses durées d'amortissement en fonction de la durée d'utilité observée.

Le Groupe s'assure à chaque clôture, ou dès l'apparition d'indicateurs de perte de valeur, de la valeur recouvrable des montants capitalisés et effectue un test de dépréciation, tel que décrit dans la note « Test de dépréciation des actifs immobilisés ».

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles comprend le coût d'acquisition, déduction faite des escomptes de règlement et des éventuelles subventions d'investissement accordées. Elle est ensuite diminuée du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite dans la note relative aux goodwill).

Compte tenu de la nature des immobilisations détenues, aucun composant distinct des immobilisations principales n'a été relevé.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

Les amortissements calculés, par application de taux homogènes au sein du Groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

Nature de l'actif	Méthode d'amortissement
Les constructions	linéaire entre 15 ans et 25 ans
Les matériels et équipements	linéaire 5 ans
Les agencements et aménagements	linéaire 10 ans
Les matériels informatiques	linéaire 3 ans
Le mobilier de bureau	linéaire 10 ans
Le matériel de transport	linéaire 5 ans

Dans le cadre de l'application des normes IAS 16, le Groupe est amené à réviser de manière périodique ses durées d'amortissement en fonction de la durée d'utilité observée.

Immobilisations acquises par voie de location-financement

Les contrats de location qui transfèrent pratiquement tous les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont considérés comme des contrats de location-financement.

Les immobilisations financées par voie de location-financement font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés afin de se placer dans la situation où la société aurait acquis directement les biens concernés et les aurait financés par emprunts.

Le montant comptabilisé à l'actif est égal à la juste valeur du bien loué ou si celle-ci est inférieure à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, diminuée du coût des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les impôts différés relatifs au retraitement des contrats de location-financement sont comptabilisés.

Tests de dépréciation des actifs immobilisés

Actifs immobilisés à durée d'utilité indéfinie (goodwills et marques)

Marques

Les marques contrôlées par le Groupe ont des durée de vie indéfinies et font l'objet d'un test de dépréciation annuel et à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié.

La valeur recouvrable des marques est estimée au moyen de la méthode des redevances qui consistent à actualiser sur un horizon de 5 ans les royautés potentielles qui reviendrait au Groupe si celui-ci concédait à un tiers les droits d'utilisation de la marque, en tenant compte des prévisions de commercialisation de jeux fondés sur l'univers de la dite marque, et en prenant en compte une valeur terminale résultant de la projection à l'infini d'un flux de royautés normatif.

Goodwills

Les goodwills inscrits au bilan du Groupe peuvent être relatifs à l'acquisition :

- De filiales de distribution opérant dans une zone géographique donnée,
- De filiales de production,
- De filiales dont le processus de production et de commercialisation est intégré et autonome vis-à-vis de la maison-mère qui agit au sein du Groupe en qualité d'éditeur (ne concerne que la filiale Owlent SAS au 31 mars 2013)

La valeur recouvrable de ces goodwills ne pouvant être déterminée individuellement, le Groupe a identifié pour chacun d'entre eux le plus petit groupe d'actif (l'Unité Génératrice de Trésorerie) générant des entrées de trésorerie indépendantes d'autres groupes d'actifs :

- Pour les goodwills relatifs aux filiales de distribution opérant dans une zone géographique donnée : l'UGT est la zone géographique dans laquelle opère la filiale de distribution ;
- Pour les goodwills relatifs aux filiales de production : l'UGT correspond à l'ensemble des actifs des activités de production (les studios internes) et d'édition (la maison-mère), ces deux activités étant interdépendantes ;
- Pour les filiales dont le processus de production et de commercialisation est intégré et autonome : l'UGT correspond à la filiale concernée

La valeur recouvrable d'une UGT correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de la vente (juste valeur nette) et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité est définie comme la somme des flux de trésorerie prévisionnels actualisés de l'UGT fondé sur un plan d'affaires à 3 ans à laquelle se rattachent les immobilisations testées (y compris le goodwill), et de la valeur terminale déterminée par projection à l'infini d'un flux futur de trésorerie normatif. Quand la valeur de marché ou la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable des actifs rattachés à l'UGT

concernée (y compris le goodwill), une dépréciation est comptabilisée. Celle-ci est irréversible lorsqu'elle porte sur les goodwills.

Les plans d'affaires utilisés pour chaque UGT soumise au test de dépréciation reposent sur les hypothèses retenues par la direction du Groupe en termes de variation du chiffre d'affaires, de niveau de rentabilité, et de cours de change notamment. Celles-ci sont jugées raisonnables et conformes aux données de marché disponibles à la date de préparation des comptes du Groupe.

Le taux d'actualisation appliqué aux flux futurs de trésorerie est commun à toutes les UGT compte tenu de l'interdépendance, au sein du Groupe, des activités d'édition/production et de distribution d'une part, et d'un risque pays comparable dans les principales zones de distribution du Groupe (l'Amérique du Nord et l'Europe Occidentale). Il correspond à l'estimation (actualisée annuellement) par la direction du Groupe du coût moyen pondéré des capitaux en fonction des données sectorielles disponibles, notamment pour ce qui concerne la structure de financement (gearing) et le coefficient bêta appliqué à la prime de risque du marché action. Il s'établit à 8,94% au 31 mars 2013 (contre 9,62% au 31 mars 2012).

Compte tenu de la répartition actuelle des activités du Groupe, de la répartition des goodwills par UGT ainsi que de la prime de risque général attaché au Groupe prise en compte dans le taux d'actualisation, l'utilisation d'un taux unique pour l'ensemble des UGT a été estimée appropriée dans le cadre du test de dépréciation.

La valeur terminale utilisée pour chaque UGT soumise au test de dépréciation correspond à la capitalisation à l'infini d'un flux de trésorerie normatif au coût moyen pondéré des capitaux minoré du taux de croissance à l'infini. Le taux de croissance à l'infini retenu est de 1,50% au 31 mars 2013 (pas de changement par rapport au 31 mars 2012).

Actifs immobilisés à durée d'utilité finie

Pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilisation déterminée, ce test de dépréciation est réalisé dès que des indicateurs de perte de valeur sont observables.

Ces tests consistent à comparer la valeur nette comptable des actifs à leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation incorporelle (hors goodwill) ou corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Nature de l'actif	Méthode de dépréciation
Les logiciels de bureautique	Pas de test de dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.
Les coûts de développement relatifs aux systèmes d'information	Pas de test de dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.
Les logiciels de développements internes	A la clôture de chaque exercice et pour chaque logiciel, des cash flows prévisionnels sont calculés (sur une durée maximale de 2 ans). Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable du logiciel commercial, une dépréciation est pratiquée.
Les moteurs	Pas de test de dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.
Les développements extérieurs	A la clôture de chaque exercice et pour chaque logiciel, des cash flows prévisionnels actualisés sont calculés (sur une durée maximale de 2 ans). Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable du logiciel commercial, une dépréciation est pratiquée.
Immobilisations corporelles	Pas de test de dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.
Marque à durée d'utilité finie	Pas de test de dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.

Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées comprennent la quote-part de capitaux propres détenue dans les entreprises mises en équivalence, ainsi que le goodwill qui s'y rattache.

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation.

Le coût comprend le prix d'achat et les frais accessoires ; il est valorisé suivant la méthode CMP.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente qui incluent les coûts de commercialisation et de distribution.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des stocks.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur nette de réalisation probable est inférieure à la valeur comptable. Le montant des reprises de dépréciation sur stocks est comptabilisé comme une réduction du montant des stocks comptabilisée en charges dans l'exercice au cours duquel la reprise intervient.

Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres immobilisés de sociétés non consolidées, les prêts et avances à court et long-terme, les créances d'exploitation, les instruments dérivés ayant une valeur de marché positive, les valeurs mobilières de placement, et la trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts bancaires, participatifs et obligataires, les obligations liées aux contrats de location-financement, les autres financements (comptes courants), les découverts bancaires, les instruments dérivés ayant une valeur de marché négative, et les dettes d'exploitation.

Les actifs et passifs financiers sont présentés en « non courants », exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en « actifs courants », en « équivalents de trésorerie » ou en « passifs courants » selon les cas.

Les découverts bancaires constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans la mesure où ils sont considérés comme partie intégrante de la gestion de la trésorerie de l'entreprise. Ils sont présentés au passif, mais viennent minorer la trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

Évaluation et comptabilisation des actifs financiers (hors dérivés)

Conformément à la norme IAS 39 – « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les actifs financiers sont analysés en quatre catégories :

- actifs détenus jusqu'à leur échéance (titres donnant droit à des paiements déterminés ou déterminables et à échéance fixée, que le Groupe a la capacité et l'intention expresse de conserver jusqu'à maturité) ;
- prêts et créances (actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif) ;
- actifs détenus à des fins de transaction (placements ou titres achetés et détenus principalement dans le but de les revendre à court-terme) ;
- actifs disponibles à la vente (tous les actifs financiers non classés dans l'une des 3 catégories précédentes).

La classification dépend de la nature et de l'objectif de chaque actif financier, et est déterminée lors de sa comptabilisation initiale.

Le Groupe n'a pas classé d'actifs financiers dans la catégorie « détenus jusqu'à leur échéance ».

• *Prêts et avances (catégorie prêts et créances)*

Ils comprennent les dépôts et cautionnements.

Lors de leur comptabilisation initiale, les prêts et avances sont mesurés à leur juste valeur. Ces actifs financiers sont ensuite comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices objectifs (situation financière du tiers) indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque clôture comptable.

- *Subventions (catégorie prêts et créances)*

Dans certains pays, les opérations de production de jeux vidéo sont éligibles à des subventions publiques.

Ces subventions publiques sont présentées en réduction des frais de recherche et développement et en réduction de l'actif correspondant au développement du logiciel commercial.

Les éventuelles créances sur l'organisme public ayant octroyé la subvention sont classées dans la catégorie prêts et créances au sens d'IAS 39.

- *Créances d'exploitation (catégorie prêts et créances)*

Les créances commerciales et autres créances liées à l'activité opérationnelle sont comptabilisées à leur juste valeur qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale, diminuée des pertes de valeur éventuelles enregistrées dans un compte spécifique de dépréciation. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées.

S'il existe une indication que ces actifs pourraient être dépréciés, ils font l'objet d'une analyse qui dépend notamment des critères suivants : antériorité de la créance, situation financière du tiers, négociation d'un plan de règlement, garanties reçues, assurance crédit.

L'écart entre la valeur comptable et la valeur recouvrable est comptabilisé en résultat opérationnel courant. Les pertes de valeur peuvent être reprises si l'actif retrouve sa valeur dans le futur. Les reprises sont comptabilisées au sein du même poste que les dotations. La perte de valeur est considérée comme définitive lorsque la créance est elle-même considérée comme définitivement irrécouvrable et passée en perte.

- *Titres immobilisés (catégorie actifs disponibles à la vente)*

Ils comprennent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées du fait de l'absence de contrôle ou d'influence notable.

Les titres Gameloft sont classés en actifs courants disponibles à la vente.

S'agissant d'une participation dans une société cotée, les titres sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur déterminée à partir du cours de bourse à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global ; excepté en cas de baisse significative ou prolongée de la juste valeur.

Conformément à la norme IAS 39 - « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », en cas de déclin significatif ou prolongé de la valeur d'un titre de capital en dessous de son coût se traduisant par une perte latente matérielle, une dépréciation irréversible est comptabilisée par le résultat financier.

- *Trésorerie et équivalents de trésorerie (catégorie actifs détenus à des fins de transaction)*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue, généralement de moins de 3 mois, aisément mobilisables ou cessibles à très court terme, convertibles en un montant de liquidités et présentant un risque négligeable de changement de valeur. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur liquidative à chaque arrêté. Les variations de cette valeur de marché sont constatées en résultat financier.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Évaluation et comptabilisation des passifs financiers (hors dérivés)

- *Emprunts et autres passifs financiers*

Il s'agit des emprunts et des découverts bancaires.

Les emprunts bancaires et autres passifs financiers sont valorisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts financiers courus sur les emprunts sont classés au sein de la ligne « passifs financiers courants » dans le bilan.

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées au coût amorti.

Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés. Ceux à long-terme font l'objet d'une actualisation dès lors que les impacts sont significatifs.

Évaluation et comptabilisation instruments financiers dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de gérer son exposition aux risques de change, Ubisoft Entertainment SA couvre les risques de variations de change par des contrats de ventes à terme et des options de change.

Les instruments dérivés sont enregistrés initialement à la juste valeur ; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées selon les modalités ci-dessous.

- *Couverture de flux de trésorerie*

Le Groupe applique la comptabilité de couverture (modèle du Cash Flow Hedge) aux opérations en Dollar US et en Livre Sterling. La direction considère que cette méthode permet de mieux refléter sa politique de couverture dans les états financiers.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie a les conséquences suivantes :

- la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en autres éléments du résultat global, l'élément couvert n'étant pas enregistré au bilan,
- la partie inefficace de la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat financier.

Lorsque l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères d'une comptabilité de couverture, arrive à échéance, est vendu, résilié ou exercé, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif. Le profit ou la perte cumulé à cette date est maintenu en autres éléments du résultat global jusqu'à la réalisation de la transaction prévue. Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, le profit ou la perte cumulé associé est sorti des autres éléments du résultat global et est inclus dans le coût initial. Dans les autres cas, les profits et pertes associés qui ont été comptabilisés directement en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat de la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat.

- *Autres dérivés*

Les instruments dérivés, pour lesquels la documentation de la relation de couverture ne répond pas aux exigences de la norme IAS 39, ne sont pas désignés comptablement comme des instruments de couverture. Les variations de juste valeur de ces instruments sont comptabilisées en compte de résultat, conformément à la norme IAS 39. Il en va de même de certains types de dérivés (options) qui ne permettent pas de bénéficier de la comptabilité de couverture. La juste valeur des actifs, passifs et instruments dérivés est déterminée sur la base des cours de marché à la date de clôture.

Hierarchie et niveaux de juste valeur

Conformément à IFRS 7 révisée, les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur ont été classés en fonction des niveaux de juste valeur précisée par la norme :

- Niveau 1 : la juste valeur correspond à la valeur de marché des instruments cotés sur un marché actif,
- Niveau 2 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables,
- Niveau 3 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données non observables.

La note 16 de l'annexe précise le niveau de juste valeur pour chaque catégorie d'actif et passif évalué en juste valeur.

Le Groupe n'a procédé à aucun transfert sur l'exercice entre les niveaux 1 et 2.

Le Groupe ne détient aucun actif ou passif évalué en juste valeur de niveau 3.

Avantages accordés aux salariés

Engagements de retraite

Selon les lois et usages de chaque pays, Ubisoft participe à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies :

- dans le cadre des régimes à cotisations définies, le complément de retraite est fixé par le capital accumulé du fait des contributions versées par le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs. Les charges correspondent aux cotisations versées au cours de l'exercice. Il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses salariés. Pour Ubisoft, il s'agit généralement des régimes publics de retraite ou des régimes spécifiques à cotisations définies.
- dans le cadre des régimes (ou plans) à prestations définies, le salarié bénéficie de la part du Groupe d'une indemnité de fin de carrière fixée en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations. Au sein du Groupe, tel est le cas en France, en Italie et au Japon.

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées ». Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière. Suite à l'application par anticipation de la norme IAS 19 révisée, les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Le taux d'actualisation retenu de 2,97% (contre 4,56% au 31 mars 2012) est déterminé par référence au taux de marché pour des obligations privées de grande qualité (taux IBBOX AA10+, taux moyen des 12 derniers mois des obligations de sociétés cotées AA sur 10 ans et plus).

DIF

Chaque année, en fonction des dispositions conventionnelles applicables dans les sociétés françaises, les salariés à temps complet acquièrent un droit d'une durée comprise entre 20 et 21 heures. Les droits acquis annuellement sont cumulables sur une durée de 6 ans. Le volume d'heures acquis non utilisé est de 88.405 heures et constitue un engagement hors bilan.

Rémunération fondée sur des instruments de capitaux propres

Les programmes d'options sur actions fournissent une incitation supplémentaire aux membres du personnel du Groupe à améliorer les performances de l'entreprise en leur permettant d'acquérir des actions de la société (options de souscription d'actions, actions gratuites, plan épargne groupe).

Conformément à la norme IFRS 2, les rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres sont comptabilisées comme des charges de personnel en contrepartie :

- des réserves consolidées lorsqu'elles sont réglées par remise d'actions aux bénéficiaires, et en fonction de la juste valeur de l'instrument appréciée à la date de son attribution ;
- d'un passif lorsqu'elles sont réglées en trésorerie, lequel passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture.

Cette charge est étalée sur la durée d'acquisition des droits, sous condition de présence à la date d'acquisition des droits, voire de performance.

- plans de stock-options : la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits, mais n'est pas linéaire compte tenu des modalités d'acquisition des droits édictés par les différents règlements des plans d'Ubisoft ; Ubisoft utilise un modèle binomial pour estimer la valeur des instruments attribués. Cette méthode repose sur des hypothèses mises à jour à la date d'évaluation telles que la volatilité estimée du titre concerné, un taux d'actualisation sans risque, le taux de dividendes estimé et la probabilité du maintien du personnel dans le Groupe jusqu'à l'exercice de leurs droits.
- plan d'épargne groupe : la charge comptable est égale à la décote accordée aux salariés (différence entre le prix de souscription des actions et le cours de l'action à la date d'attribution). Cette charge est prise en compte instantanément à la date de souscription du plan.
- attribution gratuite d'actions réglées en actions: la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits compte tenu des modalités d'acquisition des droits.
- attribution gratuite d'actions réglées en trésorerie: la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits. La charge comptable dépend de la valeur de l'action sur Euronext Paris et du respect des conditions de présence et de performance.

L'effet de dilution des plans de stock-options et des plans d'attribution gratuite dont le dénouement de l'instrument est réalisé par émission d'actions Ubisoft et dont l'acquisition des droits est en cours, est reflété dans le calcul du résultat dilué par action.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque :

- l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision n'est comptabilisée.

Revenus

Vente de jeux

Les revenus correspondant aux ventes de logiciels de jeux sont constatés à la date de livraison des produits aux clients, une provision étant comptabilisée en diminution des ventes au titre des retours estimés pour le montant net de la vente. Aux termes des contrats avec ses clients, le Groupe n'est pas tenu d'accepter les retours, mais il peut autoriser l'échange des produits vendus à certains clients. En outre, le Groupe peut fournir des garanties de reprise ou accorder des remises en cas d'invendus ou d'autres avantages à certains clients. Dans ce cas, la direction du Groupe estime le montant des avoirs à venir et constitue une provision présentée en réduction du chiffre d'affaires.

Licences

Le Groupe peut accorder des licences en contrepartie d'une redevance minimum garantie. Cette redevance est comptabilisée en revenu lorsque les risques et avantages significatifs des biens ont été transférés à l'acheteur.

Le revenu complémentaire, provenant des ventes qui excèdent la redevance minimum garantie, est comptabilisé au fur et à mesure que les ventes sont réalisées.

Services

Le revenu correspondant aux prestations de développement et d'édition effectuées pour le compte de tiers comprend les redevances ou autres rémunérations perçues, qui sont considérées comme acquises et comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure que le service est rendu.

Frais de recherche et de développement

Cette destination comprend toutes les dépenses de recherche et développement aux équipes de production incluant les salaires et les autres éléments de rémunération (retraite, paiements fondés sur les instruments de capitaux propres...), les coûts d'activité, et autres coûts significatifs de recherches et développement (royautés, dépréciation outils). Cette destination inclut les dépréciations sur les logiciels commerciaux.

Frais de marketing

Cette destination comprend toutes les dépenses de ventes et de marketing à l'exception des coûts de marketing éditoriaux qui relèvent des coûts de recherche et de développement.

Frais administratifs et informatiques

Cette destination comprend toutes les dépenses des équipes administratives et informatiques.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles. Ainsi, les éléments inhabituels définis comme des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature et/ou leur montant font partie du résultat opérationnel. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles.

Le Groupe estime que le sous-total « résultat opérationnel courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle récurrente, et permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles pour analyser cette dernière.

Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend les produits et charges liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie, les charges d'intérêts sur les emprunts qui incluent les résultats de cession des valeurs mobilières de placement, les intérêts créditeurs ainsi que le coût d'inefficacité sur les opérations de couverture de change.

Les autres produits et charges financiers comprennent les résultats sur les cessions de titres non consolidés, les plus ou moins values sur cession et mouvements des dépréciations des actifs financiers (autres que les créances commerciales), les produits et charges liés à l'actualisation des actifs et passifs et les pertes ou gains de change sur les éléments non couverts.

L'incidence sur le résultat de la valorisation des instruments financiers utilisés dans le cadre de la gestion du risque de change est constatée en résultat opérationnel.

Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou produit) d'impôt exigible et la charge (ou produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ; auquel cas il est comptabilisé en autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

Impôts différés

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés : la comptabilisation d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable, et les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré en résultat, sauf si l'effet concerne un élément comptabilisé en autres éléments du résultat global.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

Les impôts différés relatifs aux reports déficitaires sont activés dès lors que leur utilisation future, appréciée sur la base des prévisions fiscales, est probable dans un horizon raisonnable.

Modalités de calcul du résultat par action

Résultat par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation net des titres d'autocontrôle détenus.

Résultat dilué par action

Ce résultat est égal à la division :

- du résultat net avant dilution augmenté du montant net d'impôt des économies de frais financiers réalisées en cas de conversion des instruments dilutifs,
- par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation, net des titres d'autocontrôle détenus et augmenté du nombre d'actions qui serait créé à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions et de l'exercice des droits.

Information sectorielle

Les secteurs opérationnels reportés correspondent à l'activité d'édition/production, aux filiales intégrées et autonomes et aux zones géographiques au niveau desquelles les décisions opérationnelles sont prises.

1.6.6. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2013, 63 entités sont consolidées ou mises en équivalence (contre 57 entités au 31 mars 2012).

Seules les entités significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le caractère significatif s'apprécie au regard de la contribution à la production immobilisée et de la contribution au chiffre d'affaires du Groupe. Les autres filiales et entités ad'hoc dont la contribution est non significative ne sont pas reprises dans cette liste.

SOCIÉTÉ	Pays	Pourcentage de contrôle	Pourcentage Intégrés	Méthode	Activité
UBISOFT ENTERTAINMENT SA	France	Société Mère	Société Mère	IG	
UBISOFT LTD	Royaume-Uni	100%	100%	IG	Distribution
UBISOFT INC.	Etats-Unis	100%	100%	IG	Distribution
UBISOFT GMBH	Allemagne	100%	100%	IG	Distribution
UBISOFT SRL	Roumanie	100%	100%	IG	Production
SHANGHAI UBI COMPUTER SOFTWARE CO.LTD	Chine	100%	100%	IG	Production
UBISOFT DIVERTISSEMENTS INC.	Canada	100%	100%	IG	Production
UBISOFT FRANCE SAS	France	100%	100%	IG	Distribution
UBISOFT PRODUCTION INTERNATIONALE SAS	France	100%	100%	IG	Production
RED STORM ENTERTAINMENT INC.	Etats-Unis	100%	100%	IG	Production
UBISOFT CANADA INC.	Canada	100%	100%	IG	Distribution
UBISOFT MONTPELLIER SAS	France	100%	100%	IG	Production
UBISOFTPARIS SAS	France	100%	100%	IG	Production
UBISOFT ENTERTAINMENT SWEDEN AB	Suède	100%	100%	IG	Production

IG = Intégration Globale

La date de clôture annuelle des sociétés consolidées est le 31 mars. Certaines sociétés clôturent le 31 décembre mais établissent des comptes sur la période du 1^{er} avril au 31 mars pour le reporting consolidé.

Variations de périmètre

Les variations de périmètre et leur incidence sur la comparabilité des comptes sont décrites dans le paragraphe 1.6.3.

1.6.7. NOTES SUR LE BILAN

Note 1. Goodwills

Goodwills	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Brut	147.773	831	-4.774	-	2.089	145.919
Net au 31/03/12	147.773	831	-4.774	-	2.089	145.919
Net au 31/03/13	108.126	147	1.432	37.525	3.108	147.773

La variation, hors change, des goodwills s'explique par l'ajustement de prix suite à la finalisation des estimations de résultats futurs retenues dans le cadre des acquisitions des sociétés Nadeo SAS (UGT « Edition/production ») et Owlent SAS, et à un write-off partiel suite à une revue des activités opérationnelles au 31 mars 2013.

L'affectation de la valeur nette comptable des goodwills au 31 mars 2013 s'analyse comme suit :

UGT	Au 31/03/12 Net	Augmentation	Diminution	Ecart de change	Au 31/03/13 Net
Edition/production	80.191	-	-4.774	2.055	77.472
Distribution Allemagne	25.558				25.558
Distribution France	10.103				10.103
Distribution Pays-Bas	2.294				2.294
Distribution Suisse	1.713			-21	1.692
Total Distribution EMEA	39.668			-21	39.647
Distribution Canada	2.008			55	2.063
Distribution Etats-Unis	178				178
Total Distribution Nord Amérique	2.186			55	2.241
Autres secteurs	25.728	831			26.559
TOTAL	147.773	831	-4.774	2.089	145.919

Tests de dépréciation des goodwills

Le résultat des tests de dépréciation portant sur les goodwills rattachée aux UGT les plus significatives est détaillé dans le tableau ci-dessous :

UGT	Méthode d'évaluation	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini	Valeur comptable	Valeur recouvrable
Edition/production	DCF	8,94%	1,50%	472	846
Autres secteurs	DCF	8,94%	1,50%	27	86
Distribution Allemagne	DCF	8,94%	1,50%	6	50
Distribution France	DCF	8,94%	1,50%	10	39
Distribution Pays-Bas	DCF	8,94%	1,50%	2	13
Distribution Suisse	DCF	8,94%	1,50%	2	5
Distribution Canada	DCF	8,94%	1,50%	2	85
Distribution Etats Unis	DCF	8,94%	1,50%	15	71

Sensibilité des valeurs recouvrables

Le Groupe estime, sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés décrites en note 1.6.5.3 « Tests de dépréciation des actifs immobilisés » n'entraîneraient pas un excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable.

Le taux d'actualisation qui conduirait à constater une dépréciation d'un goodwill affecté à chaque UGT est de :

UGT	Taux d'actualisation 31/03/13	Taux d'actualisation conduisant à une dépréciation
Edition/production	8,94%	14,80%
Autres secteurs	8,94%	N/A
Distribution Allemagne	8,94%	N/A
Distribution France	8,94%	86,56%
Distribution Pays-Bas	8,94%	46,67%
Distribution Suisse	8,94%	14,31%
Distribution Canada	8,94%	N/A
Distribution Etats Unis	8,94%	71,75%

Note 2. Autres immobilisations incorporelles

Immobilisations	At 31/03/13 Brut	Amortissements et dépréciations	At 31/03/13 Net	At 31/03/12 Net
Logiciels internes en cours de commercialisation	607.716	513.102	94.614	63.218
Développements extérieurs en cours de commercialisation	235.781	232.865	2.916	8.105
Logiciels internes et développements extérieurs en cours de production	362.955	22.897	340.058	341.365
Logiciels de bureautique	45.663	33.169	12.494	16.634
Autres immobilisations incorporelles en cours	3.390	-	3.390	1.511
Marques	87.921	681	87.240	86.956
Films	6.474	-	6.474	2.601
Autres	331	302	29	62
TOTAL	1.350.231	880.016	570.215	590.432

Immobilisations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement des logiciels en cours de production	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Closure
Logiciels internes en cours de commercialisation	604.575	23.128	-348.425	327.859	450	-	129	607.716
Développements extérieurs en cours de commercialisation	230.161	20.770	-17.895	2.745	-	-	-	235.781
Logiciels internes en cours de production	330.419	314.415	-	-327.859	-450	-	-	316.525
Développements extérieurs en cours de production*	32.046	14.579	-	-2.745	-	2.535	15	46.430
Logiciels de bureautique	41.956	2.933	-741	-	867	-	648	45.663
Autres immobilisations incorporelles en cours	1.511	2.746	-	-	-867	-	-	3.390
Marques	86.956	-	-	-	-	-	965	87.921
Films	2.601	3.873	-	-	-	-	-	6.474
Autres	331	-	-	-	-	-	-	331
Total au 31/03/13	1.330.556	382.444	-367.061	-	-	2.535	1.757	1.350.231
Total au 31/03/12	1.288.232	348.502	-309.485	-	-2.120	2.879	2.551	1.330.556

* La variation de périmètre est relative à l'acquisition du développement en cours de South Park Stick of Truth.

L'augmentation des logiciels internes en cours de production pour 314.415€ et des logiciels internes en cours de commercialisation de 23.128K€ se justifie par la production immobilisée de 335.858K€, à laquelle s'ajoutent, des remboursements de 2.152K€, des écarts de change pour un montant de 222K€ et la capitalisation des coûts des rémunérations payées en actions au personnel de R&D pour 3.614K€.

Les reclassements de compte à compte s'expliquent par le transfert des immobilisations incorporelles en cours.

Amortissements et dépréciations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Logiciels internes en cours de commercialisation	541.357	298.941	-348.425	21.100	-	129	513.102
Développements extérieurs en cours de commercialisation	222.056	28.704	-17.895	-	-	-	232.865
Logiciels internes et développements extérieurs en cours de production	21.100	22.897	-	-21.100	-	-	22.897
Logiciels de bureautique	25.322	8.055	-738	-	-	530	33.169
Marques	-	681	-	-	-	-	681
Films	-	-	-	-	-	-	-
Autres	269	33	-	-	-	-	302
Total au 31/03/13	810.104	359.311	-367.058	-	-	659	803.016
Total au 31/03/12	338.531	234.216	-309.470	-2.143	18	952	810.104

Il n'y a aucune immobilisation incorporelle en nantissement de dettes.

Sensibilité des valeurs recouvrables des autres actifs à durée de vie indéfinie (marques)

Le Groupe estime, sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés décrites en note 1.6.5.3 « Tests de dépréciation des actifs immobilisés » n'entraîneraient pas un excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des marques représente trois fois leur valeur comptable.

Note 3. Immobilisations corporelles

Immobilisations	Au 31/03/13	Amortissements Cumulés	Au 31/03/13	Au 31/03/12
	Brut		Net	Net
Terrains	295	-	295	293
Constructions	3.610	658	2.952	2.288
Installations techniques	36.916	17.163	19.753	17.567
Matériel informatique et mobilier	80.031	57.270	22.761	17.179
Kits de développement	17.761	17.213	548	1.514
Matériel de transport	448	285	163	201
Immobilisations en cours	137	-	137	137
TOTAL	139.076	92.589	46.439	39.177

Immobilisations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Terrains	293	-	-	-	-	2	295
Constructions	2.797	773	-	-	-	40	3.610
Installations techniques	30.164	2.806	-134	893	2.759	428	36.916
Matériel informatique et mobilier	63.338	14.457	-2.360	521	2.828	1.247	80.031
Kits de développement	18.322	246	-824	-49	-	66	17.761
Matériel de transport	409	40	-4	-	-	3	448
Immobilisations en cours	137	1.215	-	-1.335	-	-	137
Total au 31/03/13	115.469	19.537	-3.322	30	5.587	1.786	139.078
Total au 31/03/12	102.353	16.695	-6.698	58	574	2.678	115.460

Amortissements	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Constructions	509	143	-	-	-	6	658
Installations techniques	12.597	3.052	-122	30	1.435	171	17.163
Matériel informatique et mobilier	46.161	9.640	-2.197	49	2.681	936	57.270
Kits de développement	16.808	1.199	-824	-49	-	79	17.213
Matériel de transport	208	82	-6	-	-	1	285
Total au 31/03/13	76.283	14.116	-3.149	30	4.116	1.193	92.589
Total au 31/03/12	67.529	12.511	-3.075	70	365	1.867	76.289

Il n'y a aucune immobilisation corporelle en nantissement de dettes.

Au 31 mars 2013, aucun test de dépréciation n'a été effectué en raison de l'absence d'indicateur de perte de valeur des immobilisations corporelles.

Note 4. Participations dans les entreprises associées

	Ouverture Brut	Augmentation	Diminution	Reclassement	Clôture Brut
Goodwill	230	-	-	-	230
Quote-part capitaux propres	174	12	-	-	186
Total titres mis en équivalence au 31/03/13	404	12	-	-	416
Total titres mis en équivalence au 31/03/12	398	11	-	-	404

Il s'agit de la société Related Designs Software GmbH détenue indirectement à 30% par Ubisoft Entertainment SA.

Note 5. Actifs financiers non courants

Actifs financiers non courants	Au 31/03/13 Brut	Dépréciations Cumulées	Au 31/03/13 Net	Au 31/03/12 Net
Titres de participation dans les sociétés non consolidées	56	55	1	209
Dépôts et cautionnements	3.756	-	3.756	3.036
Autres créances immobilisées	87	-	87	97
TOTAL	3.899	55	3.844	3.342

Actifs financiers non courants	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Titres de participation dans les sociétés non consolidées	462	1	-407	-	-	-	56
Dépôts et cautionnements	3.036	918	-568	-	376	-6	3.756
Autres créances immobilisées	97	4.186	-4.194	-	-	-2	87
Total au 31/03/13	3.595	5.105	-5.169	-	376	-8	3.899
Total au 31/03/12	3.588	5.301	-6.455	2	70	86	3.595

La variation des autres créances immobilisées correspond principalement aux achats et ventes d'actions propres Ubisoft dans le cadre du contrat de liquidité.

Dépréciations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Titres de participation dans les sociétés non consolidées	253	-	-198	-	-	-	55
Total au 31/03/13	253	-	-198	-	-	-	55
Total au 31/03/12	253	-	-	-	-	-	253

Note 6. Stocks et en-cours

Stocks et en-cours	Ouverture	Variation de stock (résultat)	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Marchandises	27.047	-4.862	-	464	22.649
Total au 31/03/13	27.047	-4.862	-	464	22.649
Total au 31/03/12	51.198	-25.392	-	1.241	27.047

Provisions	Ouverture	Dotations / Reprises	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Marchandises	7.034	-2.179	-	62	4.917
Total au 31/03/13	7.034	-2.179	-	62	4.917
Total au 31/03/12	15.980	-9.135	-	189	7.034

Note 7. Créances clients et comptes rattachés

Créances clients et autres créances	Ouverture Brut	Mouvement	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture Brut
Clients et comptes rattachés	-11.149	51.811	-2.805	1.220	-554	38.523
Total au 31/03/13	-11.149	51.811	-2.805	1.220	-554	38.523
Total au 31/03/12	51.373	-64.914	-128	1.810	710	-11.149

Provisions	Ouverture	Dotations	Reprises	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture
Clients et comptes rattachés	1.994	917	-982	-28	-	3	1.904
Total au 31/03/13	1.994	917	-982	-28	-	3	1.904
Total au 31/03/12	2.110	1.542	-1.573	-128	-	42	1.994

Les créances clients sont à moins d'un an.
L'analyse du risque de crédit figure en note 16.

Note 8. Autres créances

Autres créances	Brut	31/03/13 Dépréciation	Net	31/03/12 Net
Avances et acomptes reçus	2.102	-	2.102	1.962
TVA	32.482	-	32.482	28.153
Subventions à recevoir	49.594	-	49.594	24.394
Autres créances fiscales et sociales	1.556	-	1.556	2.133
Autres	1.761	-	1.761	16.007
Charges constatées d'avances	18.249	-	18.249	10.943
TOTAL	105.744	-	105.744	83.592

La totalité des autres créances a une échéance à moins d'un an.

Un montant de créances au titre des subventions à recevoir de 25,3M€ a été déconsolidé suite à la signature du contrat d'affacturage portant sur le Crédit Titres Multimédia au Canada (30.5M€ au 31 mars 2012). Les termes contractuels de la convention d'affacturage conclue en mars 2012 permettent à Ubisoft de transférer la quasi-totalité des risques et avantages relatifs à la détention d'une quote-part de 80% de ces créances, et notamment le risque de défaut du débiteur cédé. En conséquence, 80% de ces subventions ont été décomptabilisées au 31 mars 2013.

La forte variation du poste « autres créances » s'explique par :

- le recouvrement auprès de l'assureur-crédit durant l'exercice des créances détenues sur le client Game, en cessation de paiement sur l'exercice 2011/12.
- l'issue favorable d'un litige avec un tiers provisionné sur l'exercice 2011/12 et dont le recouvrement a eu lieu sur l'exercice 2012/13.

Note 9. Actifs financiers courants

Actifs financiers courants	Brut	31/03/13 Dépréciation	Net	31/03/12 Net
Instruments dérivés sur opérations de change *	1.236	-	1.236	645
Contrat à terme sur actions	514	-	514	-
Actions Gameloft **	5.100	-	5.100	14.642
TOTAL	6.850	-	6.850	15.287

* Instruments dérivés sur opérations de change :

	31/03/13	31/03/12	Variation
Instruments dérivés sur opérations de change éligibles à la couverture	-	620	-620
Autres instruments dérivés sur opérations de change	1.236	25	1.211
Instruments dérivés sur opérations de change	1.236	645	591

Les dérivés de change dont la valeur de marché à la clôture est positive sont enregistrés à la juste valeur (niveau 2, hiérarchie IFRS 7), (cf. analyse en note 16).

** Juste valeur des actions Gameloft classées dans la catégorie Actifs financiers détenus à la vente :

Au 31 mars 2013, il reste 1 million de titres Gameloft à 5,10 € soit une valorisation au bilan de 5.100K€.

La cession de 2,1 millions de titres pour 10,7 M€ a entraîné une diminution des actifs financiers pour 9.982K€ avec en contrepartie une plus-value financière de 7.227K€ et une diminution des capitaux propres de 6.469K€.

La variation de juste valeur sur la base du cours de clôture des titres restants a engendré une augmentation des actifs financiers pour 440K€ avec pour contrepartie une hausse des capitaux propres.

Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/03/13	31/03/12
Liquidités en Banques et Caisses	195.214	165.291
Placements à moins de 3 mois	42.490	10.412
Dont OPCVM *	-	-
SICAV *	30.508	10.155
Certificats de dépôt à terme	11.982	257
TOTAL	237.704	175.703

* Evalué à la juste valeur (niveau 1, hiérarchie IFRS 7)

Les montants présentés en Trésorerie et équivalents de trésorerie sont disponibles sans délai pour le Groupe et présentent un risque négligeable de changement de valeur.

La variation de la trésorerie nette se décompose ainsi :

	31/03/13	31/03/12
Trésorerie et équivalents de trésorerie	237.704	175.703
Découverts bancaires	-108.199	-89.378
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie *	129.505	86.325

* cf § 1.5

Note 11. Capitaux propres

Capital

Au 31 mars 2013, le capital de la société Ubisoft Entertainment SA est de 7.441.041 euros, divisé en 96.013.433 actions d'une valeur nominale de 0,0775 €.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation, à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Nombre d'actions Ubisoft Entertainment SA :

96 013 433	96 013 433
Levées d'options	689.679
Attribution gratuite d'actions	102.339
Exercice de BSA	74.992
Plan d'épargne groupe	56.421
96 013 433	96 013 433

Le nombre maximal d'actions à créer est de:

- 12.880.409 par exercice de stocks options,
- 1.879.528 par actions gratuites attribuées,
- 8.517.932 par exercice de bons de souscription d'actions

Bons de souscription d'actions du 10 avril 2012

Nombre initial de bons : 95 090 002, 11 bons permettant de souscrire à une action nouvelle.

Période d'exercice : du 10 avril 2012 au 10 octobre 2013

Prix d'exercice : 7€

567 834 bons ont été annulés et 824 912 souscrits durant l'exercice.

Au 31 mars 2013, il reste 93 697 256 bons de souscription d'action non encore exercés.

Le détail des stocks options et attribution d'actions gratuites est donné en note 14.

Réserve de conversion

Depuis le 1^{er} janvier 2004, cette réserve comprend l'ensemble des écarts issus de la conversion des états financiers des filiales étrangères.

Les écarts de conversion en « capitaux propres part du Groupe » passent de -23M€ à -15M€. Cette variation provient principalement de la hausse du dollar US entre le taux de clôture du 31 mars 2012 (1€ = 1,3356\$) et le taux de clôture du 31 mars 2013 (1€ = 1,2805\$) soit 6.275K€ et de la hausse du dollar canadien entre le taux de clôture du 31 mars 2012 (1€ = 1,3311\$) et le taux de clôture du 31 mars 2013 (1€ = 1,3021\$) soit 1.356K€

Réserve de couverture

La réserve de couverture comprend la partie efficace de la variation nette cumulée de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie attribuables à des transactions couvertes qui ne sont pas encore réalisées.

Au 31/03/12	488
Gains / Pertes sur couverture de flux de trésorerie	
Couverture de change	-731
Impôts différés	243
Recyclage en résultat	-
Au 31/03/13	0

La part recyclée en résultat est comptabilisée en résultat opérationnel courant.

Réserve de juste valeur

La réserve de juste valeur comprend la variation nette cumulée de la juste valeur des actifs financiers jusqu'à ce qu'ils soient décomptabilisés ou dépréciés.

Actions propres

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend du cours de bourse.

Au 31 mars 2013, la société détient 511.523 actions de ses propres actions. Elles sont valorisées au cours moyen de 4,93€ et sont enregistrées en déduction des capitaux propres, pour un montant de 2.524K€ (soit 32K€ de baisse par rapport au 31 mars 2012).

Dividendes

Aucun dividende n'a été versé au 31 mars 2013 au titre du résultat 2011/2012.

Note 12. Provisions

	Ouverture	Dotations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Reclassement	Variation de périmètre	Ecart de change	Closure
Provision pour risque fiscal	2.253	-	-	-	-	-	51	2.304
Provision pour autres risques financiers	-	441	-	-	2.063	-	-24	2.480
Autres provisions pour risques	1.665	425	-1.211	-	-	-	7	886
Total au 31/03/13	3.918	866	-1.211	-	2.063	-	34	5.670
Total au 31/03/12	2.493	1.576	-44	-	-	3	63	5.919

Dans le cadre du contrôle fiscal chez Ubisoft Divertissements Inc. (Canada) sur les exercices 1999 à 2003, et 2004 à 2008, un processus d'arrangement préalable en matière de prix de transfert bilatéral avec les administrations fiscales a été initié. En attente de la conclusion du dossier, la provision de 3M€ a été maintenue.

Un reclassement a été opéré dans les comptes de la filiale Ubisoft Divertissements pour faire apparaître la provision de 3,2M€ liée au risque sur le CTMM (Crédit Titres Multimédia) en provision pour autres risques financiers. Ce passif était préalablement présenté en autres dettes.

Les autres provisions pour risques concernent des litiges sociaux ou commerciaux en cours.

Passifs éventuels

Un contrôle fiscal est en cours sur la société Ubisoft Entertainment SA pour la période allant du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2012. Aucune proposition de rectification n'a été reçue à ce jour. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes.

Un contrôle fiscal est en cours sur la société Ubisoft Divertissements pour la période allant du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2013, suite à la remise en cause par les autorités canadiennes (Investissement Québec) des CTMM (Credit Titres Multimédia) pour un montant significatif sur les bonus de rentabilité versés au personnel de la société. Sur la base des avis des avocats de la société, aucune provision n'a été constituée.

Note 13. Engagements envers le personnel

	Ouverture	Dotations en résultat	Variation en autres éléments du résultat global	Reprises	Ecart de change	Variation de périmètre	Clôture
Provisions pour retraite	1.568	530	913	-	-14	-	2.997
Total au 31/03/13	1.568	530	913	-	-14	-	2.997
Total au 31/03/12	1.496	389	-	-	-	23	1.898

Hypothèses

	Japon		Italie		France	
	01/03/13	31/03/12	01/03/13	31/03/12	01/03/13	31/03/12
Taux d'évolution des salaires	2 à 4%	2 à 4%	2%	1,50 à 2%	1,50 à 2%	1,50 à 3%
Taux d'actualisation	2,97%	4,56%	2,97%	4,56%	2,97%	4,56%
Durée moyenne résiduelle d'activité	24,49 ans	25,3 ans	26,12 ans	26,7ans	32,78 ans	33,6 ans

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les statistiques et les tables de mortalité publiées. La définition et les règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements ont été détaillées au §1.6.5.3 Principes de consolidation – Avantages accordés aux salariés. Une variation de 50 points du taux d'actualisation entraînerait une hausse de 16,1% du montant de l'engagement.

Note 14. Paiement fondé sur les instruments de capitaux propres

Incidence sur les états financiers :

Capitaux propres au 31/03/12	77.769
Charges de personnel	1.313
<i>Stock options</i>	1.006
<i>Attribution gratuite d'actions</i>	269
<i>Plan d'épargne groupe</i>	38
Instruments de capitaux propres capitalisés	3.614
Capitaux propres au 31/03/13	82.696

L'impact sur les réserves de ces paiements en actions correspond à la totalité des instruments de capitaux propres attribués par Ubisoft au 31 mars 2013 et se trouve en bas du tableau de variation des capitaux propres présenté au §1.4.

Stock options

La juste valeur des options de souscription ou d'achat d'actions, subordonnées à la satisfaction de conditions de présence et de performance pour les mandataires sociaux et à condition de présence pour les salariés bénéficiaires, est estimée et figée à la date d'attribution. La comptabilisation de la charge est étalée sur une durée d'acquisition des droits de 4 ans, mais n'est pas linéaire compte tenu des modalités d'acquisition des droits. La norme IFRS 2 a été appliquée aux instruments octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits n'étaient pas acquis au 31 décembre 2004 (parmi les plans suivants, seul le 7^{ème} n'a pas fait l'objet de retraitement selon IFRS 2) :

Options de souscriptions

	7 ^{ème} plan	11 ^{ème} plan	12 ^{ème} plan		13 ^{ème} plan
Nombre total d'actions attribuées	1.566.260	1.570.134 ⁽¹⁾	1.487.128 ⁽¹⁾		2.711.784
Point de départ d'exercice des options	19/01/2005	14/10/2005	17/11/2005	17/11/2005	23/02/2007
Date d'expiration des options	15/08/2012	13/10/2014	16/11/2014	16/11/2014	22/02/2013 ⁽²⁾
Prix d'exercice des options ⁽¹⁾	3,17 €	3,84 €	3,64 € France	3,83 € Italie	7,82 €
Maturité (années)	10	10	10		5
Volatilité	NA	30%	30%		30%
Taux d'intérêt sans risque	NA	4%	3,90%		2,99%
Taux de dividende estimé	NA	0%	0%		0%
Taux de turnover annuel	NA	3%	3%		3%
Juste valeur de l'option après division (€/action)	NA	1,47 €	1,59 € France	1,53 € Italie	2,27 € France 1,70 € Monde
Options au 1 ^{er} avril 2012 ⁽¹⁾	28.567	308.228	707.747		1.701.303
Options attribuées sur l'exercice	-	-	-		-
Options levées durant l'exercice	28.567	33.643	21.828		497.008
Options annulées sur l'exercice	-	17.128	2.427		1.204.295
Options non encore exercées au 31 mars 2013	-	257.457	683.492		-

	14 ^{ème} plan		15 ^{ème} plan		16 ^{ème} plan	17 ^{ème} plan
Nombre total d'actions attribuées ⁽¹⁾	3.154.800		24.072		1.824.587 ⁽¹⁾	1.377.587 ⁽¹⁾
Point de départ d'exercice des options	26/04/2008		22/06/2008		13/06/2009	27/06/2009
Date d'expiration des options	25/04/2012		21/06/2012		13/06/2013	26/06/2013
Prix d'exercice des options ⁽¹⁾	17,45 €		18,56 €		27,44 €	27,35 €
Maturité (années)	5		5		5	5
Volatilité	30%		30%		30%	30%
Taux d'intérêt sans risque	4,03%		4,41%		4,38%	4,38%
Taux de dividende estimé	0%		0%		0%	0%
Taux de turnover annuel	5%		5%		5%	5%
Juste valeur de l'option après division (€/action)	5,71 € France	4,28 € Monde	5,92 € France	4,37 € Monde	6,69 €	8,00 €
Options au 1 ^{er} avril 2012 ⁽¹⁾	2.494.890		17.599		1.458.246	1.284.110
Options attribuées sur l'exercice	-		-		-	-
Options levées durant l'exercice	-		-		-	-
Options annulées sur l'exercice	2.494.890		17.599		56.595	19.215
Options non encore exercées au 31 mars 2013	-		-		1.401.651	1.264.895

	13 ^{ème} plan		19 ^{ème} plan		20 ^{ème} plan		21 ^{ème} plan
Nombre total d'actions attribuées ⁽¹⁾	101.340 ⁽¹⁾		3.108.309 ⁽¹⁾		121.171 ⁽¹⁾		4.551 ⁽¹⁾
Point de départ d'exercice des options	15/09/2009		12/05/2010		18/06/2010		15/12/2010
Date d'expiration des options	14/09/2013		11/05/2014		17/06/2014		14/12/2014
Prix d'exercice des options ⁽¹⁾	28,98 € France	27,82 € Monde	14,75 € France	14,24 € Monde	15,43 € France	16,71 € Monde	9,93 €
Maturité (années)	5		5		5		5
Volatilité	30%		30%		30%		30%
Taux d'intérêt sans risque	4,23%		2,42%		2,61%		2,23%
Taux de dividende estimé	0%		0%		0%		0%
Taux de turnover annuel	5%		5%		5%		5%
Juste valeur de l'option après division (€/action)	8,54 € France	6,72 € Monde	3,54 € France	2,68 € Monde	5,22 € France	3,37 € Monde	2,64 €
Options au 1 ^{er} avril 2012 ⁽¹⁾	85.351		2.791.622		87.631		4.551
Options attribuées sur l'exercice	-		-		-		-
Options levées durant l'exercice	-		-		-		-
Options annulées sur l'exercice	2.732		82.946		5.564		3.034
Options non encore exercées au 31 mars 2013	82.619		2.708.676		82.067		1.517

	22 ^{ème} plan	23 ^{ème} plan		24 ^{ème} plan	25 ^{ème} plan		TOTAL
Nombre total d'actions attribuées ⁽¹⁾	120.336 ⁽¹⁾	3.123.939 ⁽¹⁾		3.255.401 ⁽¹⁾	936.970		
Point de départ d'exercice des options	29/04/2011	30/06/2011		27/04/2012	19/10/2013		
Date d'expiration des options	28/04/2015	29/06/2015		26/04/2016	18/10/2017		
Prix d'exercice des options ⁽¹⁾	9,91 €	7,02 €	6,32 €	6,770 €	6,37 €	6,65 €	
		France	Monde		France	Monde	
Maturité (années)	5	5		5	5		
Volatilité	30%	30%		30%	30%		
Taux d'intérêt sans risque	2,01%	1,54%		2,72%	0,35%		
Taux de dividende estimé	0%	0%		0%	0%		
Taux de turnover annuel	0%	5%		5%	5%		
Juste valeur de l'option après division (€/action)	2,46 €	1,29 €	1,13 €	1,85 €	1,79 €	1,28 €	
		France	Monde	France	France	Monde	
Options au 1 ^{er} avril 2012 ⁽¹⁾	120.336	2.924.756		2.724.058			16.738.995
Options attribuées sur l'exercice	-	-		-	936.970		936.970
Options levées durant l'exercice	-	79.524		29.109	-		689.679
Options annulées sur l'exercice	-	98.096		97.606	3.750		4.105.877
Options non encore exercées au 31 mars 2013	120.336	2.747.136		2.597.343	933.220		12.880.409

(1) Nombre et prix de souscription ajustés suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012.

(2) Prorogation de deux ans suivant décision du Conseil d'administration du 10 janvier 2011.

Le cours moyen des options levées sur la période est de 7.787€.

Options d'achat ⁽¹⁾

	24 ^{ème} plan
Nombre total d'actions attribuées ⁽²⁾	421.705
Point de départ d'exercice des options	27/04/12
Date d'expiration des options	26/04/16
Prix d'exercice des options ⁽²⁾	6,770€
Options d'achat au 1 ^{er} avril 2012 ⁽²⁾	415.384
Options d'achat attribuées sur l'exercice	-
Options d'achat levées durant l'exercice	3.601
Options d'achat annulées sur l'exercice	7.209
Options d'achat non encore exercées au 31 mars 2013	404.574

⁽¹⁾ Modification de la nature de 417.000 options de souscription (sur les 3.220.748 options attribuées) en options d'achat suivant décision du Conseil d'administration du 9 mars 2012

⁽²⁾ Nombre et prix de souscription ajustés suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012.

Attribution gratuite d'actions réglées en trésorerie

Sur le 1^{er} semestre, Ubisoft a décidé d'attribuer à ses salariés des actions gratuites réglées en trésorerie, apprécié en fonction de l'évolution de la valeur de l'action sur Euronext Paris et sous réserve du respect de conditions de présence et de performance.

	Prévision Plan
Date d'attribution	02/07/2012
Maturité – période d'acquisition (en années)	3 ans
Nombre total d'équivalent actions attribuées	61.000
Nombre total d'équivalent actions exerçables	61.000
Juste valeur de l'action à la date de clôture	8,4300 €
Valeur comptable du passif à la date de clôture	128.558 €
Valeur intrinsèque du passif à la date de clôture	514.230 €
Charge totale comptabilisée à la clôture	128.558 €

Attribution gratuite d'actions réglées en actions

Les actions gratuites attribuées, subordonnées à la satisfaction de conditions de performance, sont indisponibles pendant une période de deux ou quatre ans suivant la date d'attribution. Les actions attribuées étant des actions ordinaires, de même catégorie que les anciennes actions composant le capital social de la société, le salarié actionnaire bénéficie par conséquent, au terme de la période d'acquisition des droits, des dividendes et droits de vote attachés à l'ensemble de ses actions.

La charge de personnel correspond à la valeur des instruments perçus par le bénéficiaire, qui est égale à la valeur des actions à recevoir, la valeur actualisée des dividendes attendus sur la période d'acquisition des droits étant nulle.

	31/03/2009		31/03/2010			31/03/2011		
Date d'attribution	13/06/2008	15/09/2008	09/04/2009	17/11/2009	15/12/2009	30/06/2010	30/06/2010	15/11/2010
Maturité – Période d'acquisition (en années)	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	2 ans	4 ans
Juste valeur de l'instrument en € (par action)	28,44	28,8	15,35	11,21	9,92	6,19	6,19	9,65
Coefficient de réalisation des objectifs opérationnels	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Nombre d'instruments attribués au 01/04/12	30.945	59.667	44.498	15.168	295.283	146.631	13.772	207.309
Nombre d'instruments attribués sur l'exercice			-	-	-		-	-
Nombre d'instruments annulés sur l'exercice	2.023		3.540	-	12.135		22	10.112
Nombre d'instruments exercés sur l'exercice	28.922	59.667	-	-	-	-	13.750	-
Nombre d'instruments au 31/03/13	-	-	40.958	15.168	283.148	146.631	-	197.197

	31/03/2012		31/03/2013		TOTAL	
Date d'attribution	24/06/2011	24/06/2011	19/10/2012	19/10/2012	08/02/2013	
Maturité – Période d'acquisition (en années)	2 ans	4 ans	2 ans	4 ans	4 ans	
Juste valeur de l'instrument en € (par action)	6,49	6,49	6,76	6,76	7,6	
Coefficient de réalisation des objectifs opérationnels	100%	100%	100%	100%	100%	
Nombre d'instruments attribués au 01/04/12*	13.354	133.252				959.879
Nombre d'instruments attribués sur l'exercice			302.910	439.960	316.500	1.059.370
Nombre d'instruments annulés sur l'exercice	-	-	1.760	7.790		37.382
Nombre d'instruments exercés sur l'exercice	-	-				102.339
Nombre d'instruments au 31/03/13	13.354	133.252	301.150	432.170	316.500	1.879.528

*Nombre ajusté suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012.

Plans d'épargne groupe

Ubisoft propose aussi des plans d'épargne groupe qui permettent aux salariés d'acquérir des actions Ubisoft dans le cadre d'augmentations de capital réservées. Ces actions sont acquises par les salariés avec une décote d'un montant maximal de 15% par rapport à la moyenne des cours d'ouverture de l'action lors des 20 jours de bourse précédant la date du Conseil d'administration qui a décidé de l'augmentation de capital.

La différence entre le prix de souscription des actions et le cours de l'action à la date d'octroi (qui correspond à la date d'annonce du plan) constitue l'avantage accordé aux bénéficiaires. Cette charge estimée est figée à la date d'octroi et comptabilisée immédiatement, l'octroi rémunérant des services passés.

La durée d'indisponibilité des plans est de 5 ans pour les salariés français.

	31/03/15	31/03/12
Date d'octroi	19/07/2012	18/07/11
Prix de souscription (en euros)	4,48	6,12
Données à la date d'annonce aux salariés :		
Cours de l'action (en euros)	5,15	7,20
Nombre d'actions souscrites	56.421	50.466
Juste valeur de l'avantage en € par action	0,67	1,08

Note 15. Passifs financiers courants et non courants

	31/03/15	31/03/12
Emprunts bancaires et obligataires	23.999	932
Emprunts résultant du retraitement des location-financement	458	547
Passifs financiers non courants	24.457	1.479
Emprunts bancaires	379	99
Découverts bancaires et crédits court terme	107.782	89.209
Intérêts courus	417	169
Emprunts résultant du retraitement des location-financement	149	174
Instruments dérivés sur opérations de change *	32	1.421
Passifs financiers courants	108.759	91.072
TOTAL	133.216	92.551
Dettes à taux fixe	25.195	2.949
Dettes à taux variable	108.021	89.603

* Evalué à la juste valeur (niveau 2, hiérarchie IFRS 7)

Note 16. Information relative à la gestion des risques financiers

Dans le cadre de son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques de taux d'intérêt, de change, de financement et liquidité, ainsi qu'aux risques de contrepartie et de crédit. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de ces risques décrite ci-dessous pour chacun des risques.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est notamment induit par la dette du Groupe portant intérêts. Il est principalement libellé en euro et est géré de façon centralisée. La gestion du risque de taux vise essentiellement à minimiser le coût des emprunts financiers du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Pour cela, le Groupe privilégie les emprunts à taux fixes pour les besoins de financement permanents, et les emprunts à taux variables pour financer les besoins ponctuels liés à l'augmentation du fonds de roulement durant les périodes de haute activité.

Au 31 mars 2013, la dette du Groupe est constituée de l'emprunt obligataire, des prêts en cours et de découverts bancaires, qui compte tenu de la position de trésorerie nette positive du Groupe, sont destinés essentiellement à financer les besoins de fonds de roulement importants de fin d'année liés à la forte saisonnalité de l'activité.

Analyse de sensibilité au risque de taux sur la dette nette à taux variable

L'exposition du Groupe à une variation des taux d'intérêt sur la dette nette est présentée dans le tableau suivant :

Dettes	Type de taux	Taux	Nominal	Intérêt/an	Variation de 1%	Différence
Disponibilités nettes des découverts bancaires	Variable	0,65%	87.431	564	1.439	874
Placements	Variable	0,24%	42.489	102	527	425
TOTAL			129.920*	666	1.966	1.299

* Hors intérêts courus et emprunts sur les location-financement

Risque de liquidités

Au 31 mars 2013, la dette financière représente 133M€ et, compte-tenu des liquidités et des valeurs de placements disponibles à court terme, la situation financière nette s'élève à 105M€.

	31/03/13	31/03/12
Passifs financiers hors dérivés	-133.184	-91.130
Disponibilités	195.214	165.291
VMP nettes	42.490	10.412
Situation nette financière	104.520	84.573

Pour financer les besoins ponctuels liés à l'augmentation du fonds de roulement durant les périodes de haute activité, le Groupe dispose au 31 mars 2013, d'un crédit syndiqué de 214.5M€, de prêts de 4M€, de lignes bilatérales de 45M€, de lignes de crédits auprès d'organismes bancaires pour 61M€, et a émis des obligations pour 20 M€ en décembre 2012.

Le Groupe a mis en place des conventions de trésorerie permettant la gestion centralisée au niveau de la société mère des comptes bancaires de la majorité des sociétés du Groupe.

Covenants

Dans le cadre du crédit syndiqué et des lignes bilatérales, la société est tenue de respecter certains ratios financiers (« covenants »).

Les covenants à respecter sont les suivants :

	2012/2013	2011/2012
Dette nette retraitée des créances cédées / fonds propres retraités des écarts d'acquisition <	0,80	0,80
Dette nette retraitée des créances cédées / Ebitda <	1,5	1,5

Tous les covenants se calculent sur la base des comptes annuels consolidés en IFRS.

Au 31 mars 2013, la société est en conformité avec tous ces ratios et prévoit de le rester sur l'exercice 2013/2014.

Les autres emprunts ne sont pas conditionnés à des covenants.

Analyse des passifs financiers par maturité

	Valeur comptable	31/03/13 Total des flux contractuels *	Echéancier			
			< à 1 an	1 à 2 ans	3 à 5 ans	> à 5 ans
Passifs financiers courants et non courants						
Emprunts bancaires	24.378	24.378	379	592	2.246	21.161
Emprunts résultant du retraitement des location-financement	607	607	149	93	258	107
Dettes fournisseurs*	75.963	75.963	75.963	-	-	-
Autres dettes d'exploitation **	148.337	148.337	120.416	25.896	1.687	338
Dette d'impôt exigible	3.847	3.847	3.847	-	-	-
Trésorerie passive	108.199	108.199	108.199	-	-	-
Instruments dérivés passifs						
Dérivés sur opérations de change	32	21.070	21.070	-	-	-
TOTAL	361.363	362.401	330.073	26.581	4.191	21.606

* Les dettes sont présentées au cours de change de clôture, les intérêts à taux variable sont calculés sur la base du taux spot de clôture.

** Les autres dettes d'exploitation à plus d'un an sont principalement liées aux paiements différés des contreparties transférées dans le cadre des regroupements d'entreprise.

Risque de change

Le Groupe est exposé aux risques de change sur ses flux d'exploitation ainsi que sur ses investissements dans ses filiales étrangères. Le pourcentage de chiffre d'affaires réalisé hors zone euro est de 70%.

Le Groupe protège uniquement ses positions concernant ses flux d'exploitation dans les principales monnaies significatives (Dollar US, Dollar canadien, Livre Sterling). La stratégie est de couvrir un seul exercice à la fois, l'horizon de couverture n'excède donc pas 18 mois.

Le Groupe utilise tout d'abord des couvertures naturelles provenant de transactions en sens inverse (dépenses en développement en devises compensées par des royalties provenant des filiales dans la même devise). Pour les soldes non couverts ainsi que pour les transactions non commerciales (prêts internes en devises), la Maison Mère emprunte dans ces devises ou met en place des contrats de vente à terme ou des options.

Les instruments dérivés pour lesquels la documentation de la relation de couverture ne répond pas aux exigences de la norme IAS 39, ne sont pas désignés comptablement comme des instruments de couverture.

Au 31 mars 2013, les opérations financières de change sur le Dollar US et la Livre Sterling sont qualifiées de couverture de flux de trésorerie selon la norme IAS 39.

Les engagements de couverture sont réalisés par le service trésorerie de la Maison Mère en France. Aucune couverture n'est contractée dans les filiales qu'elles soient françaises ou étrangères.

La juste valeur des dérivés de change est confirmée par la contrepartie bancaire. Elle est estimée à partir des conditions de marché, en utilisant le prix de marché que le Groupe devrait payer pour dénouer les contrats.

A la clôture, la juste valeur des dérivés de change se traduit de la façon suivante :

	31/03/13							31/03/12			
	USD	CAD	GBP	SEK	INR	JPY	SEK	USD	CAD	GBP	SEK
Couvertures à terme ⁽¹⁾								620			
Swap											
Options de change nettes											
Dérivés de change qualifiés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	620	-	-	-
Couvertures à terme ⁽¹⁾	903	-13	213	19	1	82	-1	-1.380	-30	-11	25
Options de change nettes											
Dérivés de change non qualifiés de couverture	903	-13	213	19	1	82	-1	-1.380	-30	-11	25

⁽¹⁾ Mark-to-market, niveau 2 dans la hiérarchie de juste valeur selon IFRS 7

- Le montant de l'inefficacité des instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39 est comptabilisé en résultat financier.

Exposition au risque de change

Exposition en devise	USD	GBP	CAD	AUD
Position nette avant gestion *	272.837	66.428	-175.540	35.172
Contrats de change à terme	6.433	-	18.000	-
Position nette après gestion	279.270	66.428	-157.540	35.172

* Position transactionnelle induite par toute opération devant donner lieu à un paiement ou une recette future.

Risque de crédit et de contrepartie

Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et par pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Compte tenu du nombre important de clients répartis dans de nombreux pays et de la présence de ces clients dans le secteur de la grande distribution, la société considère le risque de contrepartie lié aux comptes clients limité.

Le premier client d'Ubisoft, de la zone Distribution Nord Amérique, représente 13% du chiffre d'affaires hors taxes du Groupe, les 5 premiers 35% et les 10 premiers 47%.

De plus, afin de se prémunir contre le risque de non-paiement, les principales filiales du Groupe qui représentent environ 68% du chiffre d'affaires du Groupe bénéficient d'une assurance crédit

A la clôture, l'exposition maximale au risque de crédit, représentée par la valeur comptable des actifs financiers, est la suivante :

	Notes	Valeur comptable	31/03/13 Provisions	Valeur nette comptable	31/03/12 Valeur nette comptable
Actifs financiers disponibles à la vente	9	5.100	-	5.100	14.642
Créances clients	7	38.523	1.904	36.619	-13.143
Autres créances d'exploitation courantes	8	105.744	-	105.744	83.592
Instruments dérivés sur opérations de change	9	1.236	-	1.236	645
Contrat à terme sur actions	9	514	-	514	-
Actifs d'impôt exigible		15.987	-	15.987	13.691
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	237.704	-	237.704	175.703

Exposition au risque de contrepartie

Toutes les disponibilités doivent rester rapidement mobilisables en limitant au maximum la prise de risque sur le capital. Ils ont donc vocation à être investis sur des produits présentant un degré élevé de sécurité et une très faible volatilité et un risque négligeable de changement de valeur. Tous les supports sur lesquels le Groupe investit répondent aux critères définis par la norme IAS 7. Ainsi, certaines règles de prudence doivent être respectées dans le cadre des placements de trésorerie du Groupe :

- ne pas détenir plus de 5 % de l'actif d'un fonds,
- ne pas investir plus de 20 % des disponibilités sur un même support.

Le Groupe diversifie ses placements auprès de contreparties de premier rang et sur des supports monétaires dont le terme est inférieur à 3 mois.

Au 31 mars 2013, les placements étaient constitués de SICAV monétaires et de certificats de dépôt.

Risque sur titres

Risque sur les actions de la société

Les titres sont auto-détenus dans le cadre d'un contrat d'animation de marché et de liquidité avec la société Exane BNP. Ces achats sont régis par un contrat d'animation conforme à la réglementation en cours et sont destinés à assurer une liquidité sur les achats et les ventes de titres.

La société a affecté pour la mise en œuvre dudit contrat la somme de 1.7M€ au titre.

400.000 titres ont été acquis sur le marché (affecté à l'objectif d'actionnariat salarié) en vertu de la 6^{ème} résolution de l'assemblée générale du 30 juin 2011.

Au 31 mars 2013, la société détient 511.523 actions propres pour une valeur de 2.524K€. Les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres à hauteur de leur coût de revient.

Risque sur d'autres titres

Au 31 mars 2013, les actifs financiers comprennent des actions de la société cotée Gameloft pour 5.1M€.

Le 12 juillet 2007, Ubisoft Entertainment SA a conclu 2 contrats avec CACIB. Le premier concerne la cession de la totalité des titres Gameloft détenus par Ubisoft Entertainment SA, soit 13.367.923 actions à un cours de 6,08€ par action. Le deuxième concerne l'opportunité pour Ubisoft de continuer à bénéficier des fluctuations des cours de l'action à la hausse ou à la baisse par rapport au cours de 6,08€ par action et ce jusqu'au 15 juillet 2013.

Selon IAS 39, l'intégralité des risques et avantages n'ayant pas été transférée, les titres Gameloft sont classés en actifs financiers courants disponibles à la vente.

La vente des titres Gameloft par CACIB sur le marché est enregistrée en compte de résultat.

Les titres Gameloft non encore cédés par CACIB sont évalués à la juste valeur. La variation de juste valeur des titres non encore cédés par CACIB est enregistrée en autres éléments du résultat global.

Les informations relatives à la valorisation de ces actions sont présentées dans la note 9.

Une variation de 10% du cours de clôture aurait un impact de 0.5M€ sur les capitaux propres du Groupe et sur le résultat global (hors effet de l'imposition différée).

Transferts d'actifs financiers

Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés

Conventions d'affacturage portant sur les droits à recevoir au titre du CTMM (partiellement décomptabilisé)

La filiale de production Ubisoft Divertissements Inc a conclu en mars 2011 une convention d'affacturage portant sur les créances relatives aux droits à recevoir de l'organisme Investissement Québec au titre de la subvention dite « CTMM ».

Les risques associés à ces créances, principalement le risque de contrepartie, étant transférés à la contrepartie de la convention d'affacturage, ces créances transférées sont décomptabilisées du bilan du groupe.

Suite à un avenant conclu en mars 2012, Ubisoft Divertissements Inc perçoit 80% du prix de cession des créances cédées à la date du transfert, les 20% résiduels étant perçus au moment du versement effectif de la subvention par Investissement Québec à la contrepartie de la convention d'affacturage. Les risques et avantages associés à 20% des créances transférées étant conservés par le Groupe, une portion de 20% de l'encours de créances relatives aux droits à recevoir de l'organisme Investissement Québec au titre de la subvention dite « CTMM » est maintenue à l'actif du bilan du Groupe.

Données en K€	Convention d'affacturage portant sur la subvention « CTMM »
Nature des actifs transférés	Créance sur un organisme public relative au droit à percevoir une subvention publique
Nature des risques et avantages attachés à la propriété des actifs transférés	Risque de défaut Risque de paiement en retard
Valeur comptable totale des actifs initiaux avant le transfert	31.6M€
Valeur comptable des actifs toujours comptabilisés	6.3M€
Valeur comptable des passifs associés	N / A
Nature de la relation entre les actifs transférés et les passifs associés	N / A
Restrictions d'utilisation des actifs transférés résultant du transfert	Propriété juridique de la créance transférée à la contrepartie

Actifs financiers intégralement décomptabilisés

Les filiales de distribution anglaise et allemande du Groupe ont conclu, respectivement en mars 2005 et mai 2006, un contrat d'affacturage relatif aux créances commerciales des filiales se trouvant au Royaume-Uni et en Allemagne.

Les risques associés à ces créances, principalement le risque de contrepartie, étant transférés à la contrepartie de la convention d'affacturage, ces créances transférées sont intégralement décomptabilisées du bilan du Groupe.

En revanche, ces deux filiales exercent un service de recouvrement pour le compte de la contrepartie, service qui est constitutif de l'implication continue du Groupe dans les créances commerciales transférées dans le cadre de ces deux contrats d'affacturage.

Données en K€	Contrat d'affacturage portant sur des créances commerciales - Allemagne	Contrat d'affacturage portant sur des créances commerciales - UK
Nature des actifs transférés	Créances commerciales relatives à la filiale en Allemagne	Créances commerciales relatives à la filiale au UK
Nature de l'implication continue	Service de recouvrement pour le compte de la contrepartie	Service de recouvrement pour le compte de la contrepartie
Nature des actifs / passifs représentatifs de l'implication continue	N/A	N/A
Valeur comptable des actifs / passifs représentatifs de l'implication continue	N/A	N/A
Juste valeur des actifs / passifs représentatifs de l'implication continue	N/A	N/A
Exposition maximale au titre de l'implication continue	N/A	N/A
Rémunération perçue au titre du service de recouvrement	N/A	N/A
Engagement des créances transférées en date de clôture	1.5M€	-0.35M€
Maturité de l'actif représentatif de l'implication continue	N/A	N/A

Réconciliation par classe et catégorie comptable

	Notes	Hierarchie IFRS 7	31/03/13 Coût amorti	31/03/12 Coût amorti	Juste valeur
Actifs comptabilisés à la juste valeur					
Instruments dérivés sur opérations de change	9	2		1.236	645
Contrat à terme sur actions	9	1		514	-
Titres Gameloft	9	1		5.100	14.642
Titres de participation dans des entités non consolidées	5	2		1	209
Actifs comptabilisés au coût amorti					
Créances clients	7		36.619	-13.143	
Autres créances d'exploitation	8		105.744	83.592	
Actif d'impôt exigible			15.987	13.691	
Dépôts et cautionnements	5		3.756	3.036	
Autres créances immobilisées	5		87	97	
VMP nettes	10	1		42.490	10.412
Disponibilités	10		195.214	165.291	
Passifs comptabilisés à la juste valeur					
Instruments dérivés sur opérations de change	15	2		-32	-1.421
Passifs comptabilisés au coût amorti					
Dettes financières	15		-133.184	-91.130	
Dettes fournisseurs	17		-75.963	-80.800	
Autres dettes d'exploitation	18		-148.337	-116.531	
Dettes d'impôt exigible			-3.847	-3.145	

Aucune modification dans la hiérarchie de juste valeur n'a été pratiquée dans l'évaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur l'exercice écoulé.

Note 17. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Au 31/03/12	Fdx	Redressement	Variation de période	Ecart de cierre	Au 31/03/13
	Brut	disponibilité				Brut
Fournisseurs	79.395	-3.104	-2.063	396	974	75.598
Fournisseurs d'immobilisations	1.405	-1.040	-	-	-	365
Total au 31/03/13	80.800	-4.144	-2.063	396	974	75.963
Total au 31/03/12	110.947	-32.664	-	448	-2.039	80.800

Le poste fournisseurs comprend les engagements conclus dans le cadre des contrats de licences pour leur montant engagé au contrat y compris pour la partie non encore versée.

Au 31 mars 2013, ces engagements non versés sont de 13.630K€. Ils étaient de 14.882K€ l'année précédente.

Ces dettes étant à court terme et ne portant pas d'intérêt, la variation des taux d'intérêt n'engendre pas de risque de taux significatif.

Note 18. Autres dettes

	31/03/13	31/03/12
Avances et acomptes reçus	-	49
Dettes sociales	87.419	66.796
Autres dettes fiscales	22.954	15.494
Autres dettes	31.881	29.560
Produits constatés d'avance *	6.083	4.632
TOTAL	148.337	116.531

Les autres dettes comprennent principalement

- des compléments de prix à verser pour les acquisitions suivantes : 3M€ pour la société Nadeo, 5.1M€ pour la société RedLynx et 16.2M€ pour la société Owlent.
- des loyers incitatifs chez Ubisoft Divertissements et Ubisoft Saint Antoine pour respectivement 2.8M€ et 3.1M€.

1.6.8. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 19. Chiffre d'affaires

En millions d'euros	31/03/13	31/03/12
Core Games	928	578
Casual Games	328	483
TOTAL	1.256	1.061

A taux de change courant, le chiffre d'affaires a progressé de 18,4% ; à taux de change constant, la hausse est de 13,5%.

Note 20. Charges opérationnelles par destination

La hausse de 80M€ des frais de recherche et développement, qui représentent 34,6% du chiffre d'affaires (435M€) par rapport à 33,5% en 2011/12 (355M€), s'explique principalement par une augmentation des dépréciations des logiciels internes en cours de commercialisation amortis pour un montant net de 315M€ (contre 206M€ en 2011/12). Cette hausse est compensée par la diminution des amortissements sur les développements extérieurs de 35.7M€ (28.7M€ contre 64.4M€ en 2011/12).

L'augmentation des frais commerciaux et frais généraux qui s'élèvent à 386.3M€ (30,8% du chiffre d'affaires) contre 317.5M€ (29,9% du chiffre d'affaires) en 2011/12, est liée :

- aux dépenses variables de marketing, en hausse, à 228.7M€ (18,2% du chiffre d'affaires) à comparer à 177.1M€ (16,7%) en 2011/12. Cette hausse s'explique par des investissements marketing toujours plus élevés à chaque fin de cycle de consoles et, dans une moindre mesure, par des investissements marketing engagés pour les titres online,
- aux coûts de structure, en hausse également, à 157.6M€ (12,5% du chiffre d'affaires) à comparer à 140M€ (13,2%) en 2011/12. Cette hausse s'explique principalement par le développement de nos activités online et IT et par des parités de change différentes.

Note 21. Charges opérationnelles par nature

Charges de personnel

	31/03/13	31/03/12
Salaires et charges sociales	474.911	403.515
Subventions salariales	-79.095	-62.021
Rémunérations payées en actions *	4.927	9.090
Quote-part de rémunérations payées en actions capitalisée	-3.614	-5.281
TOTAL	397.129	345.303

* Cf détail en note 14

Sur l'exercice 2012-2013, 3.6M€ de rémunérations payées en actions ont été capitalisées et 6.8M€ dépréciées sur l'exercice.

Le montant des charges résultant des régimes à cotisations définies s'élève à 13.450K€.

Les subventions et crédits d'impôts présentés en réduction des charges de personnel se décomposent comme suit :

Pays	Nature	31/03/13	31/03/12
Canada			
	Crédit multimédia	45.499	38.425
	Crédit d'impôt recherche*	9.534	8.632
	Autres*	11.839	8.745
France			
	Crédit d'impôt recherche	2.326	1.969
	Crédit d'impôt jeu vidéo**	2.011	1.164
	Remboursement crédit d'impôt jeu vidéo	-	-1.842
	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi***	253	-
	Crédit d'impôt audiovisuel	360	-
	Autres	1	-
Singapour			
	Crédit Economic Development Board	5.325	4.070
Abu Dhabi	Two Four 54	1.502	219
Autres		445	639
TOTAL		75.095	62.021

* le paiement de certaines subventions ou crédits d'impôts est conditionné à la réalisation de bénéfices fiscaux

** 0.4M€ proviennent de la période du 01/01/2012 au 31/03/2012 en raison du renouvellement du mécanisme par la CE postérieurement à la date de clôture du 31 mars 2012.

*** Le Groupe a analysé le CICE comme une subvention d'exploitation entrant dans le champ d'application d'IAS 20, dans la mesure où ce crédit d'impôt répond à la définition d'une aide gouvernementale au sens d'IAS 20.3. Un produit à recevoir a été comptabilisé au titre des rémunérations éligibles versées sur la période du 01/01/2013 au 31/03/2013 et présenté comme une réduction des charges de personnel affectée aux destinations pertinentes du compte de résultat.

Dotations aux amortissements et provisions

	31/03/13				
	TOTAL	Coût des ventes	Frais de Recherche et Développement	Frais de Marketing	Frais Administratifs et Informatiques
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	359.311	13	351.962	161	7.175
<i>Logiciels internes en cours de commercialisation</i>	321.838	-	321.838	-	-
<i>Développements extérieurs</i>	28.704	-	28.704	-	-
<i>Logiciels de bureautique</i>	8.055	13	715	158	7.169
<i>Marque</i>	681	-	681	-	-
<i>Films</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres</i>	33	-	24	3	6
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	14.116	187	10.667	1.007	2.255
<i>Immeubles</i>	143	2	105	11	25
<i>Installations techniques</i>	3.052	44	2.237	238	533
<i>Matériel informatique et mobilier</i>	9.640	140	7.066	751	1.683
<i>Kits de développement</i>	1.199	-	1.199	-	-
<i>Matériel de transport</i>	82	1	60	7	14
TOTAL Dotations aux amortissements 31/03/13	373.427	200	362.629	1.168	9.430
TOTAL Dotations aux amortissements 31/03/12	296.727	170	287.401	985	8.172

	31/03/13				
	TOTAL	Coût des Ventes	Frais de Recherche et Développement	Frais de Marketing	Frais Administratifs et Informatiques
Provisions sur clients	-64	-	-	-62	-2
Provisions sur autres actifs circulants	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-345	87	695	-107	-1.020
Provisions pour engagements de retraite	530	-	-15	122	423
Autres provisions	-	-	-	-	-
TOTAL Dotations et reprises de provisions 31/03/13	121	87	680	-47	-599
TOTAL Dotations et reprises de provisions 31/03/12	1.840	27	1.371	119	321

Note 22. Autres produits et charges opérationnels non courants

	31/03/13	31/03/12
Goodwill	3.612	-
marques	681	-
TOTAL	-4.293	-

Un write-off partiel a été comptabilisé suite à une revue des activités opérationnelles au 31 mars 2013.

Note 23. Résultat financier

	31/03/13	31/03/12
Produits de trésorerie	403	1.820
Intérêts sur opérations de financement	-5.032	-4.347
Coût de l'endettement net financier	-4.629	-2.527
Gains de change	40.108	38.104
Pertes de change	-39.399	-41.508
Résultat de change *	709	-3.404
Autres produits financiers	911	193
Cession Equity Swap sur titres Gameloft	7.227	8.512
Produits financiers	8.138	8.705
Autres charges financières	-219	-308
Charges financières	-219	-308
TOTAL	8.999	2.466

* Le résultat de change est principalement lié aux variations sur le Dollar canadien (0.1 M€), la Livre Sterling (-0.5M€) et le Dollar US (1.4 M€)

Note 24. Quote-part dans les résultats des entreprises associées

La quote-part du résultat correspond à l'entreprise associée Related Designs Software GmbH.

	31/03/2013	31/03/2012
Actif	1.356	773
Passif hors résultat	1.317	716
Chiffre d'affaires	3.879	2.802
Résultat Net	39	57

Note 25. Impôts sur les résultats et impôts différés

Analyse de la charge (économie) d'impôt :

	31/03/13	31/03/12
Impôts exigibles	-8.936	-7.667
Impôts différés	-18.147	-3.112
TOTAL	-27.083	-10.779

Il existe trois groupes d'intégration fiscale :

- En France, le groupe fiscal intègre toutes les sociétés françaises à l'exception de celles créées et acquises sur l'exercice. Au 31 mars 2013, le déficit reportable du groupe fiscal s'élève à 395.900K€, dont 405.567K€ d'amortissements dérogatoires liés à l'application de l'article 236 du CGI sur les dépenses de conception de logiciels.
Aux Etats-Unis, le groupe fiscal intègre deux sociétés : Redstorm Entertainment Inc. et Ubisoft Inc. Au 31 mars 2013, le groupe fiscal a généré une charge d'impôt de 3.274K€.
- En Angleterre, le groupe fiscal intègre deux sociétés : Ubisoft Limited et Ubisoft Reflections Limited. Au 31 mars 2013, le groupe fiscal a généré une charge d'impôt de 537K€.

Les impôts différés relatifs aux opérations du groupe fiscal français sont comptabilisés au taux d'imposition applicable à la maison mère, soit 36.10%.

Les impôts différés relatifs aux opérations du groupe à l'étranger sont comptabilisés au taux d'imposition applicable dans le pays concerné.

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée :

	31/03/13
Résultat de la période	64.831
Impôts sur les résultats	-27.083
Variation de juste valeur	-4.293
Stock Options	-8.098
Quote part de dans le résultat des entreprises associées	12
Résultat consolidé, hors goodwill, hors stock options, impôts, résultat des entreprises associées et résultat des activités abandonnées	104.293
Impôt théorique (36,10%)	37.650
Régularisations d'impôts différés sur exercices antérieurs :	
Impact des changements de taux sur base fiscale	-1.019
Autres	506
Effet des différences permanentes entre les résultats sociaux et le résultat consolidé :	
annulation des dotations pour dépréciation	-558
Annulation de la marge studios	-2.342
Autres différences permanentes	-522
Effet des différences permanentes entre les résultats sociaux et les résultats fiscaux :	-3.425
Taxation de sociétés étrangères à des taux différents	-1.844
Autres retraitements	
Crédits d'impôt	-1.363
Total impôts sur les résultats	-27.083
Taux d'impôt réel	25,97%

Impôts différés

Détail par nature des impôts au bilan et au compte de résultat :

	31/03/12	Variation en résultat	Variation en autres éléments du résultat global	Effet de change	Autres reclassements	31/03/13
Immobilisations incorporelles						
Elimination marge sur immobilisations incorporelles	6.365	2.318				8.683
Actifs financiers disponibles à la vente	1.487	-	-1.133			354
Déficits activés et crédits d'impôt						
Déficits	10.567	-8.321				2.246
Crédit impôt investissement	46.763	310		1.072	7.815	55.960
Dérivés de couverture	474	-705	244			13
Autres						
Différences temporelles fiscales	24.912	-1.765				23.146
Autres retraitements de consolidation	1.757	820	359	-94	-325	2.517
Total impôt différé actif	92.325	-7.343	-530	978	7.488	92.919

Immobilisations incorporelles						
Marques	-6.628	842		-137		-5.923
Autres immobilisations incorporelles	-1.173	674				-499
Crédits d'impôt	-25.675	-6.141				-31.816
Autres	-3.920	-6.181		-88	-754	-10.943
Total impôts différés passif	-37.396	-10.804	-	-225	-754	-49.181
Total impôts différés net	54.929	-18.148	-530	753	6.754	43.738

Actifs d'impôts différés

Echéances des impôts différés actifs au 31 mars 2013 :

- à court terme : 17.115K€
- à long terme : 75.804K€

Impôt sur les déficits activés / non activés :

en milliers d'euros	31/03/13			31/03/12		
	Déficits activés	Déficits non activés	TOTAL	Déficits activés	Déficits non activés	TOTAL
Groupe fiscal France ⁽¹⁾	-	441	441	8.537	629	9.166
Ubi Workshop Inc.	-	-	-	35	-	35
Hybride Technologies Inc.	63	-	63	230	-	230
Ubisoft Music Publishing Inc.	82	-	82	-	-	-
Shanghai Bi Han	-	-	-	249	-	249
Ubisoft Nordic A/S	60	-	60	60	-	60
Ubisoft Motion Pictures	97	-	97	73	-	73
Ubisoft SA (Spain)	327	-	327	170	-	170
Ubisoft SPA(Italy)	398	-	398	-	-	-
Ubisoft GmbH	1.203	-	1.203	1.214	-	1.214
Autres	16	-	16	-	-	-
TOTAL	2.245	441	2.687	10.568	629	11.197

⁽¹⁾ Les impôts différés sur l'amortissement dérogatoire ont été reclassés en moins des pertes reportables.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte si leur récupération est probable, notamment dès lors que des bénéfices imposables sont attendus au cours de la période de validité des actifs d'impôts différés.

La période de prévision retenue pour déterminer les montants d'impôts sur les déficits activés est à horizon 4 à 7 ans, horizon jugée raisonnable par la direction. L'intégralité du déficit reportable du groupe fiscal français sur l'exercice écoulé a donc été activé au 31 mars 2013.

Grâce à la mise en place d'une politique de prix de transfert Groupe, les sociétés de distribution et les sociétés exerçant des fonctions support présentent systématiquement un bénéfice d'exploitation ; de la même manière, les studios facturent les salaires avec une marge qui intègre leurs frais de structure.

L'utilisation des déficits fiscaux n'est pas limitée dans le temps.

Crédits d'impôt investissement :

	31/03/13	31/03/12
Crédit d'impôt investissement activé	55.959	46.763
TOTAL	55.959	46.763

Ubisoft Divertissements Inc. bénéficie de crédits d'impôt conditionnés à la réalisation de bénéfices fiscaux. Ces crédits d'impôts récupérables sur l'impôt futur ont une durée de vie de 20 ans. L'utilisation future de ces crédits d'impôts fait l'objet d'une planification fiscale tant au niveau local qu'au niveau groupe. Ils sont reconnus à l'actif du bilan du Groupe dès lors que leur horizon de recouvrabilité est jugé raisonnable.

Le Groupe s'assure, à chaque arrêté annuel, que les actifs d'impôts différés liés aux déficits fiscaux et aux crédits d'impôts récupérables uniquement par imputation sur de l'impôt futur, pourront être recouvrés dans un horizon raisonnable en fonction de ses prévisions de résultats imposables futurs. Les hypothèses retenues pour la planification fiscale sont cohérentes avec celles des plans d'affaires retenus par la direction du Groupe pour la mise en œuvre des tests de dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéfinie.

Passifs d'impôts différés

Echéance des passifs d'impôts différés :

- à court terme : 5.220K€
- à long terme : 43.961K€

Subventions et crédits d'impôt

Ubisoft Divertissements Inc. bénéficie de crédits multimédias et de crédits impôt investissement. Ces crédits étant imposables l'année de leur encaissement ou de leur utilisation mais comptabilisés sur une base d'exercice fiscal, la société comptabilise un passif d'impôt futur sur cet élément.

Amortissements dérogatoires (article 236 du CGI)

Selon les dispositions de l'article 236 du CGI, Ubisoft Entertainment SA a opté pour la déductibilité immédiate des dépenses de développement de logiciels dont la conception a débuté sur l'exercice. La dotation sur l'exercice est de 67.4M€ pour les logiciels internes et de 7.4M€ pour les logiciels externes. Conformément à IAS 12, l'annulation de l'amortissement dérogatoire génère un impôt différé passif, reclassée ensuite en moins des pertes reportables.

Note 26. Résultat par action

<u>Résultat net des activités ordinaires poursuivies au 31 mars 2013</u>	64.831K€
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :	94.946.689
Actions dilutives :	2.369.368
Stock Options	489.840
Attribution gratuite d'actions	1.879.528
Nombre moyen pondéré d'actions après exercice des droits des instruments dilutifs :	97.316.057
Résultat dilué des activités ordinaires poursuivies par action au 31 mars 2013 =	0,67€

1.6.9. NOTES ANNEXES

1.6.9.1. INFORMATIONS SECTORIELLES

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle.

Les secteurs opérationnels reportés ont été affinés et correspondent à l'activité d'édition/production d'une part, aux filiales intégrées et autonomes, et aux zones géographiques au niveau desquelles les décisions opérationnelles sont prises d'autre part. La ventilation par zone géographique est faite sur deux secteurs, selon l'implantation des actifs du Groupe :

- Distribution zone EMEA (correspondant à la zone APAC et Europe)
- Distribution zone Nord Amérique (y compris Amérique Centrale et Amérique Latine)

	31/03/13				31/03/12					
	Edition/ Production	Distribution Zone EMEA	Distribution Zone Nord Amérique	Autres secteurs	GROUPES	Edition/ Production	Distribution Zone EMEA	Distribution Zone Nord Amérique	Autres secteurs	GROUPES
Chiffre d'affaires	14.721	588.247	640.590	12.606***	1.256.164	23.737	495.524	534.303	7.732	1.061.296
Coût des ventes	-1.333	-185.401	-154.728	-1.193	-342.655	-1.104	-187.004	-154.308	-746	-343.162
Marge Brute	13.388	402.846	485.862	11.413	913.509	22.633	308.520	379.995	6.986	718.134
Frais de Recherche et Développement	-422.981	-783	-900	-3.563	-428.227	-347.166	476	-24	-1.693	-348.407
Frais de Marketing	-29.883	-130.587	-141.444	-2.107	-304.021	-17.468	-109.912	-109.402	-1.610	-238.392
Frais Administratifs et Informatiques	-39.071	-24.486	-17.106	-303	-80.966	-31.187	-23.723	-15.958	-4.435	-75.303
Intersecteurs *	544.001	-233.186	-310.807	-8	-	407.622	-166.492	-241.096	-34	-
Résultat opérationnel courant avant rémunérations payées en actions	65.454	13.804	15.605	5.432	100.295	34.434	8.869	13.515	-786	56.032
Rémunérations payées en actions **	-8.098	-	-	-	-8.098	-10.410	-	-	-	-10.410
Résultat opérationnel courant	57.356	13.804	15.605	5.432	92.197	24.024	8.869	13.515	-786	45.622

Les autres éléments du compte de résultat, en particulier les autres charges et produits opérationnels, les charges et produits financiers, l'impôt ainsi que le bilan ne sont pas suivis segment par segment et sont réputés concerner le Groupe dans son ensemble et de façon indistincte.

1.6.9.2. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS DANS LA SOCIETE ET DANS LES SOCIETES CONTROLANT ET/OU CONTROLEES

Les principaux dirigeants correspondent aux mandataires sociaux.

Messieurs Guillemot sont rémunérés au titre de leurs fonctions de Directeur Général et Directeurs Généraux Délégués. Il s'agit d'un élément de rémunération fixe ; ils ne bénéficient pas de contrats de travail.

Le montant de la rémunération brute totale versée aux dirigeants au cours de l'exercice par la société, les sociétés contrôlées par la société et les sociétés contrôlant celles dans lesquelles ils exercent leurs mandats, au sens d'IAS 24.16, a été de 724K€.

Les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration sur l'exercice 2012/2013 s'élèvent à 195K€.

Aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions.

Il n'existe pas d'accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

	31/03/13	31/03/12
Avantages à court terme ⁽¹⁾	927	904
Avantages postérieurs à l'emploi	N/A	N/A
Autres avantages à long terme	N/A	N/A
Indemnités de rupture de contrat de travail	N/A	N/A
Paiements fondés sur des actions ⁽²⁾	152	346
TOTAL	1 079	1 250

N/A : non applicable

⁽¹⁾ comprend les rémunérations fixes, les avantages en nature ainsi que les jetons de présence comptabilisés sur l'exercice

⁽²⁾ il s'agit de la charge de l'exercice des paiements fondés sur des actions calculée selon la norme IFRS2. Il n'a pas été attribué d'actions de performance aux dirigeants mandataires sociaux

La partie 4.5 du rapport de gestion contient une description détaillée des rémunérations et avantages des mandataires sociaux du groupe.

Aucun crédit, aucune avance n'ont été alloués aux dirigeants de la société conformément à l'article L225-43 du Code de commerce.

TRANSACTIONS AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES

Les principales relations de la société mère avec ses filiales concernent :

- La facturation à la société mère par les filiales de production des coûts de développement en fonction de l'avancement de leurs projets,
- La facturation aux filiales de distribution par la société mère d'une contribution aux frais de développement.
- La mise en place de conventions de trésorerie permettant la gestion centralisée au niveau de la société mère des comptes bancaires de la majorité des sociétés du Groupe.

Les transactions avec les autres parties liées significatives concernent :

- les facturations de licences à Gameloft SA pour 1.191K€ sur l'exercice. Le poste client à la clôture est de 389 K€.
- les montants versés au titre des contrats de développement aux sociétés Gameloft SA, AMA Studios SA, AMA Ltd et Longtail Studios Inc pour 4.625K€. Le solde fournisseur à la clôture est de 2.994K€. L'actif au bilan est de 16.007K€ à la clôture.

Ubisoft Entertainment SA n'a pas racheté ses propres actions auprès de parties liées.

Il n'existe aucune transaction avec les dirigeants à l'exception de leur rémunération au titre de leurs fonctions de DG et DGD.

Les transactions effectuées par la société avec les parties liées sont conclues aux conditions normales de marché.

Il n'existe pas d'autres transactions significatives avec les parties liées.

1.6.9.3. ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE

Nature	Description	Balance	31/03/13	31/03/12
Engagements donnés⁽¹⁾			62.927	69.754
<u>Garanties financières données par la maison mère à :</u>				
Ubisoft Divertissement Inc.	Garantie de paiement des loyers	31/01/23	768	751
Ubisoft Inc.	Garantie des engagements commerciaux	Fin de la relation commerciale	7.809	7.487
Ubisoft Ltd	Garantie de paiement des loyers	31/08/13	540	1.597
Ubisoft Reflections Ltd	Garantie de paiement des loyers	21/12/15	616	853
Ubisoft Paris SAS	Garantie de paiement des loyers	28/02/21	5.577	6.281
Ubisoft Production Internationale SAS	Garantie de paiement du prix additionnel de RedLynx Oy	31/10/14	5.000	5.000
Ubisoft Entertainment Sweden AB	Garantie de paiement des loyers	31/12/14	598	565
Red Storm Entertainment Inc.	Garantie de paiement des loyers	30/04/19	3.832	4.227
Ubisoft Inc.	Stand by letter	30/09/13	7.809	7.487
Ubisoft EMEA SAS	Stand by letter	30/09/13	5.000	8.000
Ubisoft Divertissement Inc.	Garantie sur prêt	31/03/13	25.000	25.000
Engagements reçus⁽¹⁾			433.228	466.389
<u>Lignes de crédit reçues et non utilisées</u>			<u>320.300</u>	<u>349.300</u>
Crédit syndiqué		09/07/17	214.500	180.000
Lignes de crédit engagées		17/05/13	-	50.000
Lignes de crédit engagées		17/05/13	-	20.000
Lignes de crédit engagées		13/04/13	25.000	25.000
Lignes de crédit engagées		27/09/13	10.000	
Lignes de crédit engagées		25/09/13	10.000	
Lignes de crédit auprès d'organismes bancaires			60.800	74.300
<u>Couvertures de change</u>			<u>112.928</u>	<u>117.089</u>
Dollar Canadien	Achat à terme	Avril 2013	13.824	10.518
Dollar US	Achat à terme	Avril 2013	67.499	71.129
	Achat à terme			7.188
	Vente à terme			14.975
Livre Sterling	Vente à terme			1.199
	Achat à terme	Avril 2013	16.556	9.593
Couronne suédoise	Achat à terme	Avril 2013	3.830	2.487
Yen	Achat à terme	Avril 2013	4.137	
	Vente à terme	Avril 2013	1.390	
Roupie	Achat à terme	Octobre 2013	2.343	
	Achat à terme	Octobre 2014	2.343	
Dollar de Singapour	Achat à terme	Avril 2013	1.006	

(1) ne sont détaillés que les engagements supérieurs à 500 K€

LOCATIONS

- Location-financement :

Valeur d'origine	Amortissement	Valeur nette	Redevances payées	Redevances restant à payer		Valeur résiduelle
				- 1 an	+ 1 an	
1.367	385	982	180	173	490	-

Les contrats de location-financement concernent un immeuble et du matériel de transport.

- Locations simples :

Les locations comprennent principalement les locations relatives aux baux immobiliers pour 21.818K€ dont la durée du bail n'excède pas 10 ans.

AUTRES ENGAGEMENTS

Il n'y a pas d'autres engagements hors bilan significatifs.

1.6.9.4. EFFECTIFS

Les effectifs permanents au 31 mars 2013 se répartissent comme suit :

	31/03/13	31/03/12
Amérique du Nord	3.578	3.114
Europe et Afrique du Nord	3.641	2.846
Asie – Pacifique	1.049	967
TOTAL	8.268	6.927

* La définition des effectifs permanents a été élargie par rapport aux exercices précédents en intégrant les testeurs de nos jeux. Avec cette nouvelle définition, l'effectif permanent au 31 mars 2012 aurait été de 7.275 personnes.

L'effectif moyen sur l'exercice 2012/2013 est de 7.875 personnes.

Plusieurs contrats d'intéressement ont été signé sur l'exercice avec une prise d'effet au 1^{er} avril 2012.

1.6.9.5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Avril 2013 : Acquisition des 70% non encore détenus de Related Design par Ubisoft GmbH

Ubisoft GmbH a acquis le 1^{er} avril 2013 les 70% non encore détenus de la société mise en équivalence Related Design, située en Allemagne.

Avril 2013 : Souscription de nouvelles lignes de crédit

Ubisoft Divertissement Inc. a souscrit 1 nouvelle ligne de crédit auprès d'EDC pour une durée de 4 ans et d'un montant de 35M€. Cette ligne est garantie par Ubisoft Entertainment.

Avril 2013 : Mise en place d'un emprunt obligataire de 40M€

Conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, le Conseil d'administration réuni le 8 février 2013 a autorisé l'émission d'obligations à concurrence d'un montant nominal total de 40M€. Chacune d'une valeur nominale unitaire de 100.000 euro, ces obligations ont été admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris le 6 mai 2013. Cet emprunt obligataire d'une durée de vie de 5 ans est assorti d'un coupon de 3.038%.

1.6.9.6. HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX

(Document établi en application de l'article L 222-8 du règlement général de l'AMF)

En milliers d'euros	Montant (HT)		%	
	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Audit				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
◦ Emetteur	108	106	82%	88%
◦ Filiales intégrées globalement	24	13	18%	11%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	-	2	-	1%
◦ Emetteur	-	-	-	-
◦ Filiales intégrées globalement	-	-	-	-
Sous total	132	121	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux des filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal, social	-	-	-	-
- Autres (> 10% des honoraires d'audit)	-	-	-	-
Sous total				
Total	132	121	100%	100%

En milliers d'euros	Montant (HT)		%	
	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Audit				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
◦ Emetteur	219	174	35%	28%
◦ Filiales intégrées globalement	409	439	64%	72%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	6	2	1%	-
◦ Emetteur	-	-	-	-
◦ Filiales intégrées globalement	-	-	-	-
Sous total	634	615	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux des filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal, social	-	-	-	-
- Autres (> 10% des honoraires d'audit)	-	-	-	-
Sous total				
Total	634	615	100%	100%